ÉDITION DE L'INDRE-ET-LOIRE

www.lepicentre.online

L'ÉPICENTRE

#002
MENSUEL MARS 2020

L'actualité économique et sociétale du Val de Loire ■ Gratuit

37

© Chambre de Métiers et de l'Artisanat d'Indre-et-Loire

Talent Up

“ Rencontre avec les premiers incubés ”

P5

P8

■ L'Indre-et-Loire veut revaloriser le métier de boulanger

P9

■ Nouveau, un bar à chats à Tours

P18 à 24

■ Dossier : La formation professionnelle en pleine mutation

P28

■ Bruissements d'elles : les artistes féminines font le printemps

édito

Ce mois-ci la rédaction de l'Épicentre a tenté de décrypter pour vous la réforme de la formation professionnelle, issue de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 *« pour la liberté de choisir son avenir professionnel »,* qui elle comporte, en plus de la formation, plusieurs réformes dont celles de l'assurance-chômage, de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, de l'égalité entre les hommes et les femmes, et de l'apprentissage que nous étudierons dans nos prochains numéros.

Si la formation peut apparaître comme un marronnier de l'action gouvernementale, tant les réformes se sont succédé depuis quelques années, l'objectif n'en reste pas moins louable : mettre l'individu au cœur du dispositif en le rendant acteur et plus responsable de sa carrière et de ses choix professionnels.

Quant à l'entreprise, l'objectif affiché de la réforme est qu'elle y trouve l'occasion de *« co-construire »* avec ses employés, un plan de formation en adéquation avec ses besoins, afin de capter les bons profils et maintenir les compétences en son sein.
Cette nouvelle loi arrivera-t-elle enfin à *« repositionner »* l'offre de formation par rapport aux besoins de compétences des entreprises du territoire et notamment des métiers en tension ?
Nous avons tenté d'apporter quelques éléments de réponses.

Vous retrouverez également, comme chaque mois, l'actualité des entreprises de nos départements, toutes les actions des collectivités et des acteurs de l'économie en faveur de l'attractivité de nos territoires et de la valorisation de nos savoir-faire et innovations.

Et bien-sûr, quelques idées de sorties, pour ce premier mois printanier !
Bonne lecture,

La Rédaction

87% Des actifs estiment que la formation professionnelle est une chance pour évoluer

Baromètre Centre Inffo - Orientation pour tous – Harris – 2020

L'ÉPICENTRE
www.lepicentre.online

Groupama Up/Espace entreprises, 2 avenue de Châteaudun CS1319 - 41013 Blois Cédex • 02 54 74 30 39

Mensuel gratuit
#002
Mars 2020

• Président
François Delaisse
• Directrice de la publication
Delphine Sergheraert
direction@lepicentre.online
• Rédaction
L'équipe L'Épicentre
• Relations extérieures
Philippe Duisit - 06 33 22 43 19
• Contact commercial
Philippe Massicot
06 45 76 98 51
• Impression
Imprimerie Baugé, Descartes
• Graphisme
DCO'M Sabine Virault
06 83 05 56 51

IMPRIM'VERT
PEFC 10-31-1080

LES ÉDITIONS DE L'ÉPI - S.A.S. Au capital de 10 000 euros - Siret 53804876000028 - Dépôt légal à parution - ISSN 2110-7831
Toute reproduction complète ou partielle du contenu de ce journal est interdite sauf accord préalable de la direction.

Création d'un Campus Régional des Métiers d'Art et du Tourisme

La région Centre-Val de Loire a annoncé le lancement d'un nouveau Campus des Métiers régional, le campus *« du Patrimoine, des Métiers d'Art et du Tourisme »*, le PATMAT. Le périmètre du campus est composé de métiers œuvrant au service de la valorisation du patrimoine. Ce sont des métiers qui relèvent bien souvent, du fait de la présence de savoir-faire d'exception, du patrimoine immatériel (les métiers d'art, la gastronomie mais aussi certains métiers du bâtiment comme les tailleurs de pierre).
Ces métiers partagent également des problématiques communes appelant des réponses communes : une faible visibilité des acteurs, un déficit d'attractivité des emplois, des modes d'apprentissage qui se perdent…
L'objet de ce campus est d'apporter des réponses éducatives à ces problématiques impliquant les professionnels et la recherche. Et de contribuer au soutien d'un modèle économique, à l'échelle de la région et donc de mettre en adéquation le monde de l'enseignement et de la formation, avec les besoins réels des professionnels œuvrant pour la valorisation du patrimoine en Centre-Val de Loire.
Campus « immatériel » il sera en fait

une fédération de toutes les structures qui existent déjà : universités, lycées, CFA, chambres consulaires, entreprises…

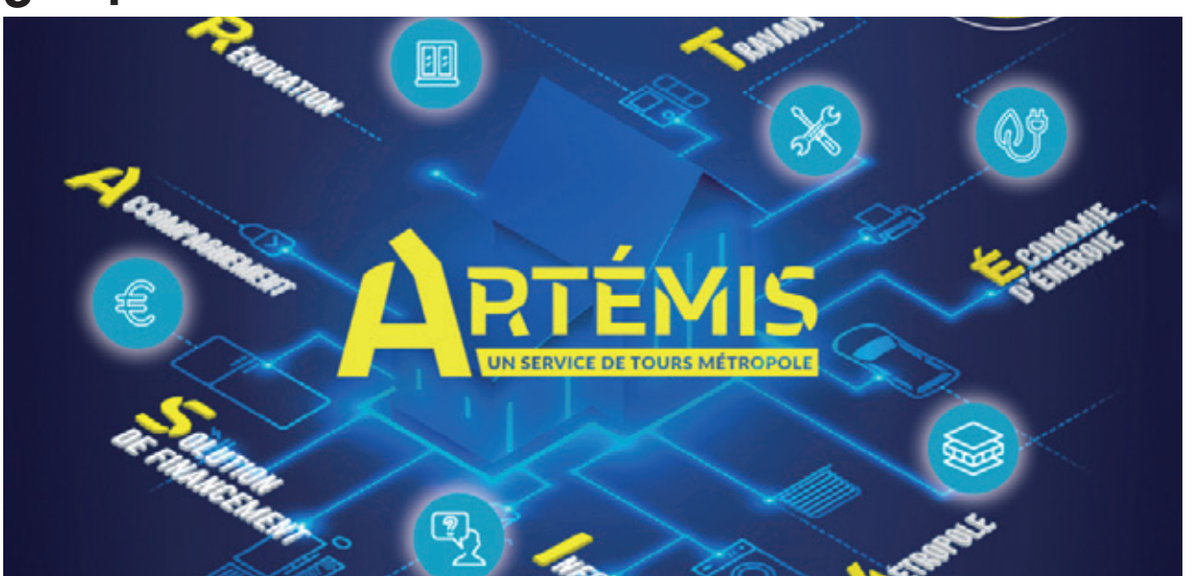
Les 3 actions phares du campus : La création d'une plateforme de formation numérique, en partenariat avec l'ARD Intelligence des patrimoines, afin d'inscrire les formations dans une logique tout au long de la vie mais également de démocratiser l'accès à la connaissance et à la culture du territoire régional.

La création des chantiers d'insertion école, entreprise et recherche, sur des sites historiques d'exception, en France et à l'étranger, associés à des modules de formation accélérés en langue. Les arts de vivre et les métiers d'art permettent d'ouvrir le Campus sur des échanges réciproques avec les professionnels et les structures de formation, en France (par exemple Chambord) et à l'étranger (par exemple les Abruzzes ou la Toscane). Ils permettent d'être en contact avec une diversité de pratiques et de cultures professionnelles et de diffuser des savoir-faire régionaux.

La valorisation des métiers par des actions ciblées sur les collèges (outils en réalité augmentée, visites et pratiques sur des chantiers historiques, formation des professeurs principaux aux différents métiers) et la co-construction (établissements, université, institutionnels, milieux-socio-économiques), d'un web-documentaire interactif de valorisation des métiers au travers de l'histoire, du patrimoine et plus généralement de la culture régionale, à des fins pédagogiques mais également touristiques.
Ce projet a déjà été labellisé *« Campus d'excellence »* par le ministère de l'Éducation.
Il sera présidé par Jean-Louis Sureau, conservateur au Château d'Amboise.

Une nouvelle structure partenaire d'Artémis pour faciliter la rénovation énergétique

Le 14 février dernier, Tours Métropole Val de Loire a participé, en qualité de partenaire-actionnaire, à l'installation de la nouvelle Société d'Economie Mixte (SEM) Centre-Val de Loire ENERGIES. Ce nouvel opérateur est destiné à financer et amplifier le programme d'accompagnement dans la rénovation énergétique des logements privés, proposé par la plateforme métropolitaine *« Artémis »*.
Cette structure régionale permettra d'être l'interlocuteur privilégié de la Métropole, grâce à des outils techniques et financiers, spécifiques et dédiés à ce programme.
Afin de diminuer l'impact énergétique et environnemental des logements et de contribuer à l'attractivité de la Métropole tourangelle par la valorisation de son patrimoine bâti, Tours Métropole Val de Loire avait en effet acté en janvier la création d'Artemis, une plateforme métropolitaine de rénovation de l'habitat. Ce service sera pleinement opérationnel à partir d'avril 2020.
La consommation énergétique du secteur résidentiel représente plus d'un tiers de la consommation



d'énergie finale de la Métropole, soit un volume d'environ 2 200 gigawatt-heure. Plus de la moitié des habitations a été construite avant 1974, date de la première réglementation thermique à la suite du premier choc pétrolier. Avec 122 000 logements, le parc privé représente 76,4 % des logements de Tours Métropole.
C'est dans ce contexte, et afin de contribuer à valoriser son patrimoine bâti, que Tours Métropole a décidé, au titre de son 3e Programme Local de l'Habitat 2018-2023, de créer Artemis, une plateforme métropolitaine de rénovation de l'habitat.
À retrouver : la plateforme Artémis et toutes les possibilités d'accompagnement dans les projets de rénovation énergétique sur artemis.tours-metropole.fr.

Switch Up accompagne les actifs en Touraine

Pour développer l'attractivité du territoire, Tours Loire Valley lance Switch Up, une plateforme pour aider les nouveaux arrivants actifs à s'installer et à s'intégrer sur le territoire.

Si l'on en croit l'étude de l'Apec et de Dev'Up, 8% des cadres franciliens font de la région Centre-Val de Loire leur région favorite en cas de mobilité professionnelle ; mais ils placent par-dessus tout leur épanouissement professionnel et personnel.
De son côté, la Touraine, avec son cadre de vie et sa proximité avec la capitale française, attire : Tours est la deuxième métropole de France en termes de qualité de vie et la sixième la plus attractive, selon le palmarès RegionsJob. Car si trouver un emploi dans le territoire, y implanter ou y développer son entreprise ou son projet est un premier pas, la mobilité professionnelle ne s'y limite pas. Il faut trouver un logement dans de bons délais, dénicher une école et des activités pour les enfants, trouver un emploi, aussi, pour le conjoint. Pour accompagner des arrivants en Touraine, Tours Loire Valley a décidé d'innover et de lancer, d'ici la fin du mois de mars, une plateforme d'accueil des nouveaux actifs à l'échelle du département : Switch Up. Basée à Nantes, cette plateforme est spécialisée dans l'aide aux entreprises à bien installer leurs salariés et leurs familles dans une nouvelle ville. Elle est actuellement implantée dans une quarantaine de villes et doit couvrir le territoire français d'ici la fin de l'année 2020.

© Ville de Tours - Y. LEORIT

Des ambassadeurs pour aider les arrivants
Pour mener à bien ce sacré projet, Switch Up s'appuie *« sur des habitants, recrutés, formés, encadrés, rémunérés : il n'y aura jamais meilleurs ambassadeurs d'un territoire que les habitants eux-mêmes »*, explique Gabrielle Rodier, la fondatrice. « *Un suivi de mission qualitatif est mis en place. Les enjeux sont importants.* »
Le dispositif pourrait ainsi devenir un véritable facilitateur d'emploi et de recrutement, puisqu'il peut intervenir pour accélérer une prise de décision (embauche, mutation…). L'entreprise du nouvel habitant peut elle-même créer un compte pour son salarié, lequel pourra ensuite sélectionner son ambassadeur. Si la plateforme doit officiellement être lancée en avril, il est déjà possible d'en découvrir le fonctionnement. À l'heure où nous écrivons ses lignes, il existe un seul et unique ambassadeur, trilingue qui plus est, en Indre-et-Loire.
Mais au-delà de l'accueil des nouveaux arrivants, la plateforme veut créer du lien par la valorisation du territoire. « *Un territoire qui parle de lui à travers ses habitants et qui sait accompagner ses nouveaux arrivants, a forcément une longueur d'avance et ce n'est désormais plus un luxe mais une nécessité, affirme-t-on à Switch Up. Nous créons la mécanique qui rend les démarches fluides et simples en faisant une promotion sincère et engagée, deux critères indéniables d'attractivité des territoires.* » L'idée pour Tours Loire Valley est bien d'attirer de nouvelles compétences et de nouveaux talents sur le territoire, tout en développant son attractivité. Quant aux entreprises, leur recrutement s'oriente ainsi dans une vraie démarche RSE. Faciliter l'installation et l'intégration des salariés en Touraine fait désormais partie des priorités pour l'attractivité du territoire.

C.S.

> *« Tours est la deuxième métropole de France en termes de qualité de vie et la sixième la plus attractive, selon le palmarès RegionsJob »*

Focus

Envie d'intégrer le réseau d'accueil Tours Loire Valley by Switch Up ? Vous devrez mettre vos connaissances locales et vos compétences au bénéfice des nouveaux arrivants afin de favoriser leur intégration.
Une session de recrutement a lieu le 28 avril, à Mame-Cité de la Création et de l'Innovation, à Tours. Deux plages horaires sont disponibles : 10h-13h30 et 18h-21h30. D'autres sessions seront organisées dans le courant de l'année 2020 à travers tout le département.
Pour en savoir plus : accueillant.toursloirevalley@switch-up.fr

Talent Up : rencontre avec les premiers incubés

Depuis quelques semaines, 7 porteurs de projet se réunissent chaque semaine pour bénéficier de l'accompagnement proposé par la chambre de métiers et de l'artisanat (CMA) d'Indre-et-Loire à travers le programme Talent Up, un incubateur d'entreprises éco-responsables. Rencontre avec cette première promo d'incubés.

Pourquoi ces éco-talents ?
Pour les choisir, un comité de sélection composé de professionnels, dont certains issus de l'agence de développement de la région Centre-Val de Loire Dev'Up, de Tours Métropole, de l'institut national de la propriété intellectuelle (INPI) ou encore du fonds d'investissement Loire Valley Invest, a examiné la solidité et l'avancement des projets, leur valeur ajoutée en matière d'écologie, mais aussi l'adéquation avec le marché. Au total, une vingtaine de candidatures ont été passées au crible, et 7 porteurs de projet ont finalement été sélectionnés.

© Chambre de Métiers et de l'Artisanat d'Indre-et-Loire

Qui sont les incubés ?

Thierry Defins et Valérie Huyghe
Installé à Nouans-les-Fontaines, Thierry et Valérie souhaitent proposer à leurs clients une expérience hôtelière entièrement éco-responsable. Au programme chez DorDinAire, une nuit de sommeil dans une des chambres d'hôte éco-rénovées, des repas préparés sur place à partir de produits locaux et bio, et des animations autour de la résilience alimentaire. Faire son pain, presser son jus de pomme, jardiner au naturel... Doté d'un potager, d'un verger et d'un laboratoire de fabrication, le site permet une multitude d'activités, et Thierry compte sur l'accompagnement fourni par la CMA pour en exploiter toutes les possibilités.

Camille Contreras
Lorsqu'elle s'est tournée vers le régime végétalien, Camille s'est heurtée à une frustration : l'alimentation vegan proscrivant le lait, les œufs et la crème, elle se retrouvait systématiquement privée de dessert. De l'envie de pouvoir se régaler à nouveau est née "*Graine de gâteau*", un projet d'école de pâtisserie végétale destiné à accompagner les particuliers comme les restaurateurs vers une pâtisserie plus engagée. Mook, vidéos, quiz... La jeune femme souhaiterait proposer des contenus variés sur son site internet grainedegateau.com.

Simon Ladouce
Convaincu par la nécessité d'appliquer le modèle de la permaculture à toutes les activités humaines et pas seulement au jardinage, Simon propose d'accompagner les entreprises dans leur transition écologique. Formateur dans le domaine du bâtiment, il est déjà doté d'une solide expérience et espère étoffer son offre de formation au cours du programme qu'il a découvert par hasard, au cours du salon Objectif Entreprendre organisé en novembre dernier par la CCI Touraine.

Jean-Luc Suné
Ouvrir une poissonnerie-restaurant éco-responsable, tel est le rêve de Jean-Luc depuis déjà plusieurs années. Pour le réaliser, il a quitté l'industrie internationale pour passer un CAP poissonnerie et se former auprès du meilleur ouvrier de France Arnaud Vanhamme. L'occasion de mieux comprendre les attentes des consommateurs, qu'il souhaite aujourd'hui satisfaire en proposant des produits issus de la pêche durable et de filières responsables. Le petit plus ? Une démarche zéro déchet, sur laquelle il est aidé par Talent Up pour que « Maison Suné » soit un projet éco-entrepreneurial complet.

Christophe Lejarre
Si en tant que designer urbain, Christophe a dessiné toutes sortes d'objets du quotidien, il souhaite désormais se consacrer à la conception de mobilier en plastique recyclé. Pour cela, il a rejoint Precious Plastic Touraine Val de Loire, une association qui s'inscrit dans le projet mondial du même nom dont le cœur est la philosophie opensource – qui implique que la connaissance et les différents outils utilisés soient disponibles en ligne et gratuitement à tout moment. Pour l'instant, le collectif tente de gagner des adhérents et lève des fonds afin de créer un atelier de recyclage partagé.

Maroian El Halouch
Il existe peu de solutions pour recycler les déchets ménagers. C'est en partant de ce constat que Maroian s'est intéressé au marc de café, jeté en grande quantité dans les milieux de l'évènementiel et de la restauration. En faisant des recherches sur le sujet, il a découvert la possibilité de s'en servir comme substrat pour la culture de champignons, et l'idée a séduit le comité de sélection de Talent Up. Si le concept n'est pas nouveau – plusieurs entrepreneurs français s'en sont déjà emparés –, Maroian compte sur l'expertise de la CMA pour être accompagné dans sa propre création d'entreprise.

Antoine Nietge
Avec son concept de restaurant connecté Sin Carne, Antoine veut donner à la restauration végétalienne un nouveau souffle. Il mise pour cela sur une cuisine inventive et colorée, exécutée à partir de produits frais, végétaux et surprenants comme les imitations de viande. En rejoignant la première promo de Talent Up, il espère développer suffisamment son activité pour pouvoir installer un laboratoire de production et un corner en « *take and go* ».

J.L.

Les entreprises s'engagent pour les quartiers prioritaires

Depuis le lancement du PAQTE « *avec les quartiers pour toutes les entreprises* » en Indre-et-Loire, plus de 35 entreprises de la métropole tourangelle se sont engagées moralement pour plus d'inclusion. Le CREPI Touraine œuvre dans l'ombre pour favoriser les relations entre les habitants de quartiers et les entreprises.

L'Indre-et-Loire compte douze quartiers prioritaires, soit dix dans les communes de Tours Métropole Val de Loire et deux à Amboise. Ces quartiers sont aussi appelés zones urbaines sensibles car des « *publics fragiles* », avec de faibles revenus voire par d'emplois, y habitent. Plusieurs programmes de rénovation, d'aide sociale mais aussi de sécurité, avec l'arrivée, en 2020, d'une soixantaine de policiers en plus dans trois quartiers prioritaires de la métropole tourangelle, y sont mis en place. Un nouveau dispositif, le PAQTE « *avec les quartiers pour toutes les entreprises* » vient d'y être à son tour lancé par l'État. Ce pacte est un engagement pris par les entreprises et les services public. Il s'articule autour de quatre axes : sensibiliser au monde de l'entreprise et aux différents secteurs d'activités dès les stages de 3e ; faciliter l'accès à l'apprentissage, de l'orientation à l'accompagnement des apprentis ; développer des méthodes inclusives de recrutement sans discrimination ; et enfin développer les achats responsables. En Indre-et-Loire, choisi par la préfecture, le Club régional d'entreprises partenaires de l'insertion (CREPI Touraine) est aux manettes pour déployer le dispositif dans chaque quartier. Il coordonne les compétences de chacun pour faciliter l'inclusion. À la fin du mois de février, soit un mois après le lancement du pacte, une trentaine d'entreprises de l'agglomération tourangelle et cinq collectivités ont signé une charte d'engagement moral en ce sens.

Des ateliers sur l'inclusion, l'égalité, et encore la discrimination à l'embauche sont réalisés par le CREPI Touraine à destination des entreprises du territoire.

> *« Les jeunes des quartiers s'empêchent parfois de rêver »*

Faciliter les relations entre individus et entreprises

Concrètement, le PAQTE veut permettre aux populations des quartiers sensibles de trouver une formation, voire un emploi durable, ailleurs que dans son propre quartier. « *L'idée première est bien de favoriser l'inclusion dans les entreprises du territoire, explique Sabine Sitter, directrice adjointe du CREPI Touraine. Pour ça, il faut d'abord bannir les a priori des patrons mais aussi ceux des publics des quartiers.* » Au dernier trimestre 2019, les équipes du CREPI ont d'ailleurs dû relever un premier défi : traiter en urgence la problématique des stages de 3e dont certains débutaient en décembre. Sans prendre les jeunes par la main ni leur mâcher le travail, il s'agit là de mettre en lien une entreprise de son réseau et le collégien. « *Si certaines entreprises ont du mal à accepter un stagiaire de 3e, les collégiens des quartiers s'empêchent, eux, de rêver, soulève Sabine Sitter. Ils restent dans leur quartier. Les aider à trouver un stage ailleurs leur permet aussi de s'ouvrir.* » Pour cette première « édition », sept collèges de communes de Tours Métropole Val de Loire ont participé ; 45 stages de 3e ont été trouvés et ont abouti. Si cette étape a rapidement eu des résultats, celle de la formation, notamment la formation en alternance, pourrait bien se prolonger dans le temps : les besoins des entreprises et les besoins des individus en quête de formation doivent d'abord être analysés. Mais surtout, encore une fois, le CREPI va devoir faire preuve de pédagogie à l'égard des entreprises notamment pour leur expliquer le coût réel de l'alternance, l'un des freins pour certaines. Comme pour favoriser les recrutements des personnes vivants dans les quartiers, le CREPI table sur plusieurs axes de découverte, à la fois pour les demandeurs d'emploi et pour les entreprises. Visites d'entreprises, découvertes d'un métier avec un salarié, simulations d'entretien d'embauche… La définition d'un projet professionnel prend du temps et demande surtout une certaine confiance en soi et en ses capacités. « *Ces dispositifs sont mis en place dans le cadre du PAQTE dans les entreprises signataires, précise Sabine Sitter. Ils facilitent la relation pour que, potentiellement, une offre d'emploi aboutisse.* » Car avant toute embauche, ils doivent surtout abolir les préjugés envers les habitants, jeunes et moins jeunes, des quartiers afin de les soutenir dans leurs projets.

C.S.

Focus

Entre septembre et décembre 2019, le CREPI Touraine a mis en place des dispositifs liés au PAQTE : 34 visites d'entreprises ont été réalisées dans des établissements de la métropole tourangelle ; 20 simulations d'entretien ont été faites ; 37 « solutions emploi », c'est-à-dire des formations ou des embauches, ont été trouvées ; 3 personnes ont découvert un métier dans une entreprise du territoire.

ALARME - TÉLÉSURVEILLANCE
VIDÉOPROTECTION - RONDE VIDÉO
CONTRÔLE D'ACCÈS

Tél. 02 47 63 97 23

contact@sposecurite.com **www.sposecurite.com**

15, rue de Hollande 37000 TOURS

CNAPS : SPO Sécurité : AUT-041-2112-08-12-20130342958 - SPO Services : AUT-041-2112-08-12-20130343015

L'autorisation administrative préalable ne confère aucun caractère officiel à l'entreprise ou aux personnes qui en bénéficient, elle n'engage en aucune manière la responsabilité des pouvoirs publics.

L'Indre-et-Loire veut revaloriser le métier de boulanger

Président de la Fédération des Boulangers d'Indre-et-Loire et patron-boulanger à Tours, Philippe Desiles nous explique les actions qu'il mène depuis janvier 2018 au sein de la fédération, notamment au niveau de l'emploi et de la valorisation de la production 100% maison.

Chiffres clés en 2020

• 240 artisans boulangers installés en Indre-et-Loire ;
• 120 adhérents à la Fédération tourangelle de la Boulangerie (soit 50% des boulangers adhérents à la Fédération) ;
• Moyenne nationale de 27% d'artisans boulangers adhérant à leur fédération départementale.

Adhérer à la Fédération, quels avantages ?

« Nous avons un rôle de médiation entre les adhérents et organismes tels que les mairies ou la DDPP, mais aussi d'aide et assistance personnalisées pour la rédaction des documents obligatoires et la comptabilité, l'information sur la réglementation et la formation, des tarifs préférentiels auprès de fournisseurs … »

Elodie Paillard, salariée au service secrétariat et administratif depuis 2016, ajoute qu'il existe un réel besoin de recréer du lien avec les boulangers, qui peuvent se sentir démunis face à une charge administrative trop lourde.

« *Emploi à la carte* » : job-dating et formation pour tous

« Afin de promouvoir la profession et redynamiser un secteur trop souvent en manque d'effectifs, nous avons décidé en juin 2019 de mutualiser nos compétences avec la Chambre des Métiers et le Pôle Emploi d'Indre-et-Loire. L'idée ? La mise en place dès le printemps 2020 d'un job-dating entre boulangers employeurs et des chômeurs de tous âges, pas forcément issus de la profession. Il faudra ainsi réunir au moins 12 recruteurs et 40 postulants. Suite à cette journée d'entretiens, nous proposerons aux candidats sélectionnés une immersion directe en entreprise avec 400 heures de stage, puis une formation de 10 mois diplômante. Ce projet offre des avantages aux deux parties, grâce à l'obtention rapide d'un CDI pour les demandeurs d'emplois, et la possibilité pour les entreprises de se refaire une santé financière, avec un allégement des charges pour la première année d'embauche en CDI.

Par ailleurs, nous souhaitons faire découvrir et former aux spécialisations du métier de boulanger comme le poste de tourier, qui prépare toutes les pâtes à destination des viennoiseries, des tartes, des feuilletés salés et sucrés, et applique les techniques de fonçage et de façonnage. Un poste indispensable pour les entreprises qui prennent le temps de tout produire maison. »

Philippe Desiles.

> *« Janvier 2020, la Confédération Nationale de la Boulangerie-Pâtisserie Française a lancé le label Boulanger de France, qui a pour vocation de revaloriser le savoir-faire artisanal »*

Un nouveau label pour défendre le fait-maison

À l'occasion du salon Europain le 12 janvier 2020, la Confédération Nationale de la Boulangerie-Pâtisserie Française a lancé le label Boulanger de France, qui a pour vocation de revaloriser le savoir-faire artisanal. Ce label, dont l'obtention pendant 2 ans sera conditionnée au contrôle d'un organisme certificateur, prévoit notamment que les artisans fabriquent sur place le pain, mais également les croissants, la pâtisserie, le snacking, et s'engagent dans une une démarche sociétale et environnementale (en favorisant les matières premières locales et de saison). Autre obligation du cahier des charges : la dose de sel pour la réalisation des pains ne doit pas dépasser 18 g/kg de farine. Par ailleurs, les pains doivent être fabriqués avec un pétrissage peu intense et des fermentations longues afin de favoriser la production des arômes.

Une campagne de communication sera lancée en Touraine en avril 2020, avec déjà un bel enthousiasme ressenti par les artisans locaux.

« En Indre-et-Loire nous sommes plutôt de bons élèves car plus de la moitié des boulangeries font déjà leurs viennoiseries maison, et 80 ont adhéré à notre charte Viennoiseries 100% maison, lancée en 2014 par la région Centre, première région française à lancer ce label » confie fièrement Philippe Desiles.

À l'occasion du lancement de la marque Boulanger de France, Philippe Desiles a été invité avec tous les présidents départementaux de fédérations boulangères à l'Élysée. *« Un moment exceptionnel, festif, riche en rencontres ».*

Les autres projets en Touraine ?

« En parallèle de la future reconnaissance de la baguette Tradition au Patrimoine mondial de l'Unesco, j'aimerais créer un évènement ayant pour thème "Le pain sur la table". Il s'agirait de créer et partager un menu spécial autour du pain, avec des chefs, producteurs et artisans locaux, (avec par exemple du pain perdu en dessert). Cela permettrait de célébrer ce produit emblématique toujours présent sur la table des français, avec des accords mets et pains.

Par ailleurs, notre prochain concours annuel de baguette, croissant et brioche feuilletée se tiendra le 12 mars prochain, et nous mettrons en place le 2e concours du sandwich à la rillette le plus long du monde pendant Ferme Expo en novembre 2020 ».

C.C.

À 23 ans, elle ouvre… un bar à chats

Le quartier de la Victoire, à Tours, se dote d'un nouvel établissement pour le moins insolite : un bar à chats, salon de thé où les félins sont rois.

Originaire du Japon, le concept de bar à chats s'est popularisé en Europe. En France, on en compte déjà une cinquantaine… Et jusqu'à présent aucun à Tours. Après de longs mois de réflexion et des dizaines de visites de locaux, Ludivine Darmon, 23 ans, a décidé d'en ouvrir un, au début du mois de mars. Son idée ? Ouvrir un salon de thé partagé avec cinq à six chats abandonnés afin de les faire adopter. Les petits félins y sont logés et nourris par la jeune femme sous le statut d'une famille d'accueil avant d'être potentiellement adoptés, après validation du refuge responsable des chats, par un client. *« J'ai toujours vécu avec des chats et j'ai développé un fort intérêt pour eux,* raconte-t-elle. *Je suis vraiment révoltée par les abandons d'animaux ! Les refuges sont débordés. »* Elle a ainsi décidé d'allier la lutte contre l'abandon des animaux et son objectif depuis plusieurs années : entreprendre dans son quartier favori de Tours, celui de la Victoire.

Attention chat, ne pas réveiller

Dans l'ancien local d'Instant Boudoir, qu'elle a récemment investi, les travaux sont allés bon train. Peintures, SAS de sécurité, parcours muraux pour les chats… La jeune entrepreneure a terminé les finitions avec l'aide d'une cinquantaine de tourangeaux, lors de chantiers participatifs, début février. *« Tout est aménagé pour les chats, avec les fameux parcours muraux en bois sur les murs mais aussi des recoins dans lesquels les chats aiment se cacher, décrit Ludivine Darmon. Ils auront aussi une pièce à eux, s'ils ne sont pas d'humeur sociable. »* À l'entrée, les clients doivent s'y laver les mains et enlever leurs chaussures afin d'éviter les possibles contaminations et infections. Pour les humains, les règles seront strictes, pour la sécurité des félins : interdiction de réveiller un chat ou de le forcer à faire quelque chose, interdiction de le nourrir. Les enfants devraient être autorisés sous condition. *« Je veillerai à ce qu'ils n'embêtent pas les chats pour qu'il n'y ait pas d'incident »*, précise Ludivine.

C.S

Plus d'infos sur Facebook :
Le Bar à Chats – Tours

Apprendre à conduire… en langue des signes

En Indre-et-Loire, il existe une seule auto-école adaptée aux personnes souffrant de troubles « dys » et de surdité : 2Mains en Voiture. Rencontre avec Laure Ragueneau, sa fondatrice.

Installée à Saint-Cyr-sur-Loire depuis le mois d'avril 2019, l'auto-école 2Mains en Voiture est la seule d'Indre-et-Loire à accueillir des personnes en difficulté pour leur faire passer le code et le permis de conduite. Dyslexiques, dyspraxiques, sourds et malentendants… Dans les auto-écoles *« classiques »*, il peut leur être parfois difficile de comprendre, de se faire comprendre et donc d'apprendre. *« La France est à la masse en ce qui concerne l'accessibilité, mais ça avance petit peu par petit peu… »*, avance Laure Ragueneau, la fondatrice et monitrice de 2Mains en Voiture. Pour preuve, on y compte les auto-écoles adaptées sur les doigts d'une main. Généralement, ce sont des petites structures dans lesquelles travaillent des moniteurs parlant la langue des signes. En Centre-Val de Loire, il existe une autre auto-école adaptée, au Nord d'Orléans.

Laure Ragueneau, fondatrice de l'auto-école adaptée 2Mains en Voiture, propose des cours de code parlé et des cours en langue des signes.

Patience et adaptation

Dans les établissements "classiques", *« certains moniteurs manquent peut-être de patience ou d'écoute,* souligne la Tourangelle. *Il faut adapter les formations de conduite pour ces personnes »*. Parler lentement pour les malentendants ou les dyslexiques, prendre le temps avec les dyspraxiques qui ont des difficultés à se repérer dans l'espace… Ces éléments peuvent permettre d'apprendre le code et la conduite comme tout un chacun. Avec les personnes sous curatelle, d'autres approches peuvent être créées, *« toujours avec patience et adaptation »*.

Tout trouble, sauf moteur

Après une première expérience dans une auto-école tourangelle et s'être formée à la langue des signes française, elle a ainsi ouvert sa propre structure, adaptée à tous. Son besoin ? Aider les autres. *« Evidemment, tout le monde est le bienvenu dans cette auto-école, précise Laure Ragueneau. L'inclusion des personnes souffrant de problèmes d'audition ou de troubles dys est importante. Les entendants voient qu'on parle la langue des signes et ça intéresse. »*
Pour l'instant, les deux véhicules de l'auto-école ne sont pas adaptés aux personnes en situation de handicap moteur.

C.S.

Focus

L'auto-école 2Mains en Voiture développe les remises en confiance. Laure Ragueneau propose aux conducteurs ayant des peurs liées à la route, à la conduite, de travailler sur leurs blocages. Souvent, ils ont entre 40 et 50 ans. Certains ont toujours redouté telle ou telle chose en voiture ; d'autres vivent un traumatisme lié à un accident de la route.

La région Centre-Val de Loire en route pour Paris 2024

C'est une occasion de briller à ne surtout pas manquer pour les chefs d'entreprise français : en 2024, le monde entier aura les yeux braqués sur la France à l'occasion des Jeux Olympiques de Paris. Pour les organisateurs, le travail de préparation a déjà commencé et une vaste campagne de sourcing a été initiée par le Comité d'organisation des Jeux Olympiques et paralympiques (Cojo) pour inciter les entreprises du territoire à répondre aux appels d'offre qui seront lancés dans les prochains mois. À l'occasion d'une conférence de présentation organisée par la Banque Populaire Val de France (BPVF), partenaire premium de Paris 2024, les entrepreneurs de la région Centre-Val de Loire ont eu la chance d'être briefés par trois représentants de Paris 2024 quant aux opportunités susceptibles de s'offrir à eux. Retour sur cette matinée de présentation, riche en découvertes et en questions.

Des Jeux neutres en carbone

Selon Olivier Debargue, directeur délégué aux achats du Cojo, le fait que 95 % des infrastructures existent déjà a été un argument déterminant dans le choix de Paris comme ville organisatrice des Jeux Olympiques de 2024. Après le bilan contesté des Jeux de Rio en 2016, dont les conséquences environnementales et sociales ont fait l'objet de beaucoup de critiques, il était important pour le Comité international olympique (CIO) de promouvoir des Jeux plus verts, en accord avec les problématiques liées au développement durable et à l'attractivité des territoires. Un engagement que tient aujourd'hui la direction des achats de Paris 2024 en teintant sa stratégie d'une démarche éco-responsable forte.

Précisément pour cette raison, Olivier Debargue a précisé que la prise en compte de l'après-Jeux entrerait dans la réflexion préalable à tout achat, et qu'il faudrait pour cela *« imaginer des stratégies de dissolution »*. Une manière pour la direction des achats du Cojo de mobiliser les acteurs de l'économie circulaire afin de mettre en avant l'aspect durable des achats effectués dans les secteurs de la construction, de l'organisation (sécurité, restauration, etc.) et du tourisme qui constituent les trois grands secteurs d'activité mobilisés à l'occasion de Paris 2024.

> *« Les JO 2024 : une occasion de briller à ne pas manquer pour les chefs d'entreprise »*

Un travail qui implique de connaître les fournisseurs et les solutions proposées, et qui passe notamment par une vaste campagne de sourcing.

Répondre aux marchés publics

Afin de permettre la meilleure compétition possible entre les différents fournisseurs, deux plateformes ont été mises en place. La première, Entreprises 2024 (entreprises2024.fr), est le résultat du travail conjoint du MEDEF, de la Confédération des PME (CPME), de l'Union des entreprises de proximité (U2P), du portail des marchés publics franciliens Maximilien et de la CCI Business Grand Paris pour mettre à disposition des entreprises un outil national unique permettant de répondre aux appels d'offre émises par Paris 2024. Simple d'utilisation, elle nécessite une simple inscription en ligne, sous réserve d'être doté d'un numéro de SIRET. Il sera bientôt possible de recevoir des notifications push afin d'être averti de la publication des appels d'offre en rapport avec l'activité au titre de laquelle l'entrepreneur s'est inscrit.

L'autre plateforme, ESS 2024 (ess2024.org), est née de l'association de Cojo et de la Société de livraison des ouvrages olympiques (SOLIDEO) avec la Maison des Canaux et le Centre Yunus. Elle met l'accent sur le caractère durable, inclusif et solidaire que Paris veut donner à ses Jeux, et témoigne de l'engagement pris en faveur du développement durable. Par le fait, elle incite les entreprises de l'économie sociale et solidaire à prendre part à l'organisation de cet événement d'envergure en se référençant, et propose des solutions aux entreprises qui le souhaitent pour être accompagnées dans leur transformation en matière d'économie sociale et solidaire.

Être agile et proposer des solutions innovantes

Si beaucoup de questions ont été posées par les entrepreneurs invités par BPVF, les représentants du Cojo présents – Olivier Debargue, mais aussi Eric Ingargiola pour Entreprises 2024 et Christophe Divi pour ESS 2024 – ont insisté sur les attentes importantes de l'organisation en matière d'innovation et de développement durable. C'est effectivement en démontrant leur savoir-faire et en proposant des solutions innovantes et durables que les entrepreneurs du territoire, même à la tête de TPE et de PME pour lesquels les Jeux peuvent apparaître comme très lointains, maximiseront leurs chances de remporter des marchés qui leur permettront de participer à l'aventure. Pour terminer, tous trois ont également mis l'accent sur la nécessité de faire preuve d'agilité en matière de marchés publics : comprendre leur fonctionnement et savoir y répondre sera évidemment un atout, et c'est aussi sur ce point que BPVF se propose d'accompagner les entreprises de la région.

J.L

La marque Tourisme & Handicap en Touraine

Fin janvier 2020, sept nouveaux prestataires du tourisme tourangeaux ont obtenu la marque « Tourisme & Handicap » en adaptant leur offre pour les quatre déficiences (auditive, mentale, motrice et visuelle).

Chiffres clés en mars 2020 :
• 113 structures détentrices de la marque Tourisme & Handicap en Indre-et-Loire dont :
• 39 sites culturels et loisirs (activités sportives, musées, offices de tourisme, sentiers nature, sites et monuments historiques)
• 52 sites d'hébergement (hôtels, gîtes et chambres d'hôtes, campings)
• 22 restaurants et caves

La marque Tourisme & Handicap
Créée en février 2003, la marque d'État Tourisme & Handicap a pour mission d'apporter une information objective et homogène sur l'accessibilité des sites et des équipements touristiques. Tourisme & Handicap prend en compte les quatre familles de handicaps (auditif, mental, moteur et visuel) et vise à développer une offre touristique adaptée et intégrée à l'offre généraliste. Les professionnels du tourisme souhaitant obtenir la marque doivent ajuster leur offre sur au moins 2 handicaps.
En Touraine, le Conseil départemental d'Indre-et-Loire et l'Agence Départementale du Tourisme de Touraine mettent en œuvre la marque nationale Tourisme & Handicap depuis janvier 2007.

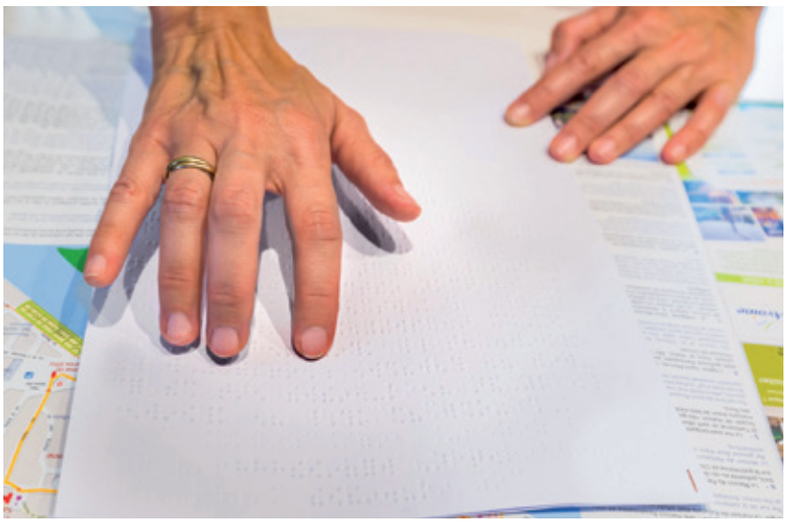
Les critères d'obtention
L'obtention de la marque émane d'une démarche volontaire de la part du prestataire, dans le but d'apporter aux personnes handicapées la possibilité de préparer leurs séjours avec des offres adaptées et diversifiées.
Les évaluations des sites sont réalisées par des binômes issus du monde du tourisme et du handicap sur la base de cahiers des charges précis, tous les cinq ans.
Valérie Nobilleau, animatrice du réseau des Offices de Tourisme du 37 et évaluatrice de Tourisme & Handicap, reçoit en moyenne 30 dossiers par an qui donnent suite à une visite, en binôme avec des bénévoles d'associations avec ou sans handicap. *« En 2019 nous avons validé 13 nouveaux sites, les demandes sont croissantes chaque année. »*
L'Indre-et-Loire peut d'ailleurs s'enorgueillir avec le Loir-et-Cher d'avoir le plus grand nombre de prestataires référencés en région Centre. *« Nous constatons notamment un gros effort des sites et monuments historiques qui, malgré de nombreuses contraintes architecturales ou d'accessibilité, souhaitent s'adapter au mieux aux différents handicaps »* précise Valérie Nobilleau *« Citons par exemple le château d'Amboise qui a fait construire un ascenseur, ou les visites virtuelles proposées par les châteaux d'Azay-le-Rideau ou Chinon ».*

> *« La marque d'État Tourisme & Handicap a pour mission d'apporter une information objective et homogène sur l'accessibilité des sites et des équipements touristiques »*

Les journées nationales Tourisme & Handicap en avril 2020
Chaque année, tous les détenteurs nationaux de la marque peuvent, sur dossier, proposer des animations autour du handicap. *« Ils peuvent organiser des visites en langue des signes, des repas servis dans le noir… »* explique Valérie Nobilleau, qui jouera un rôle de communication en avril prochain pour que les prestataires du département déposent leurs dossiers auprès de l'association nationale à Paris.

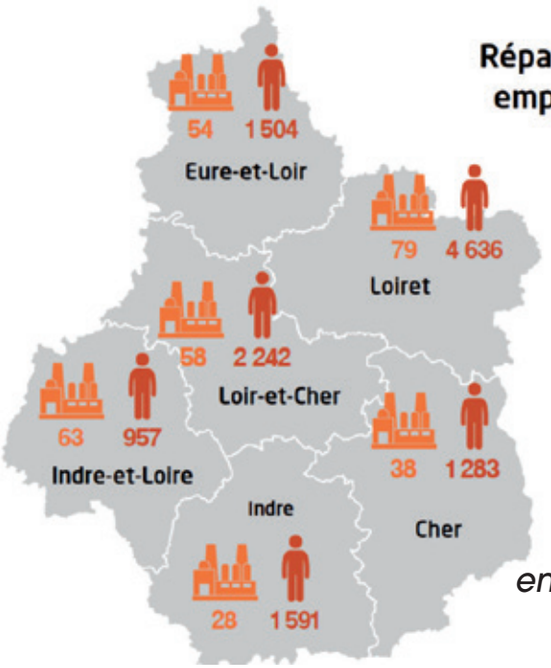
C.C.

Liste des professionnels du tourisme du 37 Tourisme & Handicap sur ***www.touraineloirevalley.com***



Le consommateur au centre du sixième Forum régional de l'alimentaire

Pour sa sixième édition, qui aura lieu le lundi 24 mars au Lab'O d'Orléans, le forum régional de l'alimentaire a choisi d'ouvrir le débat sur les nouveaux comportements des consommateurs et leurs répercussions dans un secteur qui fait travailler 327 entreprises en région Centre-Val de Loire.



> *En région Centre-Val de Loire, les entreprises de l'alimentaire font travailler près de 12 000 personnes*

Comment adapter l'industrie alimentaire face à des consommateurs de plus en plus exigeants sur la qualité, la traçabilité, les circuits courts, le bien-être animal, le bio et bien d'autres critères sélectifs ? Cette question sera au centre des échanges du sixième forum régional de l'alimentaire, le lundi 24 mars au Lab'O. L'intitulé de la table-ronde de l'après-midi, à 16h30, pose d'ailleurs clairement le sujet : *« Modes de consommation et choix alimentaires : quand le consommateur reprend la main sur son alimentation »*.

Pour en débattre, l'Association Régionale des Entreprises de l'Alimentaire (AREA) du Centre-Val de Loire, organisatrice de l'évènement, a réuni un plateau d'experts de haut niveau. Sont annoncés : Béatrice de Raynal, nutritionniste fondatrice de l'agence d'innovation nutritionnelle *« Nutri-Marketing »* ; Philippe Goetzmann, consultant en grande distribution et agroalimentaire ; Gilles Tétart, sociologue, chercheur à l'université de Tours sur les risques alimentaires, et Emmanuel Vasseneix, le dirigeant du Groupe LSDH. Ce dernier s'est engagé fortement dans la défense des consommateurs et la juste rétribution des producteurs en étant partie prenante dans l'opération *« C'est qui le patron »* dont les briques de lait sont conditionnées à la laiterie Saint-Denis de l'Hôtel.

Un moment fort pour l'industrie alimentaire

Le forum de l'alimentaire est un moment fort pour les industriels de ce secteur très présents en région Centre-Val de Loire. On y dénombre en effet 327 entreprises de l'alimentaire faisant travailler près de 12 000 personnes pour un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 4,5 milliards d'euros.

La forte présence de l'agroalimentaire s'explique naturellement par l'importance de la production agricole régionale. Première région céréalière de France, 60% du territoire est consacré à la production agricole.

En plus de son rôle de valorisation et de représentation des entreprises de l'alimentaire, l'AREA conduit une politique de développement de la formation professionnelle qui s'est traduite dernièrement par l'ouverture d'un CFA de l'agroalimentaire et celle d'un Institut Régional de Formation des Industries de l'Alimentaire (IFRIA). On peut y suivre notamment des formations spécifiques aux entreprises de l'alimentaire comme conducteur, pilote ou technicien de maintenance de ligne production.

Le programme du forum régional de l'alimentaire

Mardi 24 mars 2020, Lab'O, Orléans

9h : ouverture par François Bonneau, en présence de Thierry Dubois, Président de l'AREA Centre - Val de Loire et de Manuel Machado, Président de l'IFRIA Centre-Val de Loire.

9h45 : Assemblée générale de l'AREA

11h30 - 12h30 Ateliers
- Merieux Nutrisciences : IFS V7 et Food Safety Culture
- IFRIA : Former en situation de travail avec l'Afest
- Armony System : Améliorer vos procédés avec l'analyse de vos données de production
- Edf Solutions énergétiques : la Mobilité Électrique avec EDF
- VIF Software ; Nouvelles technos et IAA : de la science fiction à la réalité

14h 15h : Ateliers
- Merieux Nutrisciences : IFS V7 et Food Safety Culture (2e partie)
- IFRIA IdF-Centre : un centre de formation dédié aux entreprises agroalimentaires régionales
- Dalkia, groupe EDF : Dalkia Analytics vers l'usine du futur
- ABF décisions et Crédit Agricole Centre Loire : financer vos projets de R&D / Innovation
- TX2 concept : Dématérialiser vos fiches produits pour développer vos activités !

15h15 : Ateliers
- Osmoze : Comment faire de la RSE un levier de performance globale
- Hervé Thermique : L'avenir des gaz réfrigérant en Europe
- AG2R La Mondiale : Solution de dette privée long-terme pour les entreprises en croissance
- Dekra : Les enjeux économiques de la prévention des risques

16h30 - 18 h : Table ronde
« Modes de consommation et choix alimentaires ; Quand le consommateur reprend la main sur son alimentation » avec :
- Béatrice de Raynal, nutritionniste, fondatrice de NutriMarketing, agence d'innovation et communication nutritionnelle.
- Philippe Goetzmann, consultant en grande distribution et agroalimentaire.
- Gilles Tetart, sociologue, chercheur à l'Université de Tours sur les risques alimentaires.
- Emmanuel Vasseneix, président du Groupe LSDH.

Renseignements complémentaires et inscription sur le site ***www.area-centre.org***

La profession des industriels de l'alimentaire a créé des formations dédiées aux lignes de production.

2020, année de la transition pour la Foire-expo d'Orléans !

Nouveau lieu, nouveau nom et nouvelles animations pour la Foire-expo d'Orléans en 2020 ! Olivier Rouet expose les évolutions pour 2020.

Travaux de Co'Met obligent, cette année, la traditionnelle Foire-expo d'Orléans sera délocalisée sur l'aire événementielle Chapit'O. *« Le changement de lieu nous a amenés à initier quelques virages »*, explique Olivier Rouet, directeur général d'Orléans Val de Loire Événement. *« Nous devons gérer la transition entre le parc des expositions et Co'Met, réinventer l'événement avant qu'il n'ait lieu (pour la première fois en 2022) dans ce nouvel équipement. On est donc dans une phase de transition, d'anticipation. »* Et, d'abord, changement de nom : la Foire-expo, qui aura lieu du 27 mars au 5 avril, devient la Foire de printemps ! *« L'idée est de la positionner dans le calendrier comme un événement printanier ! »*

La foire, dont l'accès est toujours gratuit, s'étendra sur 38 000 m² de surface au total. Pourtant, la typologie des lieux ne permet pas de mettre en place des expositions sur des villes ou pays étrangers comme cela a pu être le cas dans les éditions précédentes. Alors, l'idée a germé de faire de la foire une passerelle vers le monde agricole. Une animation pour petits et grands autour des animaux de la ferme se justifiait donc complètement : *« l'idée est d'amener la campagne à la ville ! »*

Un clin d'oeil aux foires d'antan

La mini-ferme fera le lien avec les foires telles qu'elles se présentaient autrefois. Vaches, chèvres, cochons, lapins, poules... *« C'est un petit clin d'oeil ! On revient à un événement à l'ADN agricole avec la présence d'animaux en milieu urbain. »*

Découvrir les animaux qui animent la vie de la ferme, c'est bien, mais découvrir en plus les produits agricoles, c'est encore mieux ! Des exposants, fonctionnant en circuits courts, et surfant sur les thématiques du bien manger et du plaisir de la table, seront présents. Un bar à lait sera installé pour les enfants. Comme un petit village en extérieur, une place de marché... Et d'autres surprises sont encore en cours de réalisation !

Le reste de l'événement fonctionnera comme les années précédentes, sur 10 000 m² en intérieur, avec 250 exposants, principalement du territoire, qui viendront conseiller les visiteurs qui ont des projets autour de l'aménagement de la maison, du jardin, du bien-être. Des stands de gastronomie viendront compléter la proposition commerciale.

La Foire de printemps sera le dernier événement à occuper une surface intérieure et extérieure aussi importante avant la Fête foraine, qui aura lieu du 21 mai au 14 juin.

E.C

© unsplash

© unsplash

Le maillage territorial mute en maillage numérique

Alors que la 2e édition des Human Tech Days s'est terminée à la mi-février, la Région Centre-Val de Loire annonce travailler à un programme de médiation et d'accompagnement au numérique. Le but ? Rendre le digital accessible à tous, partout, grâce à la pédagogie.

Mame et le HQ à Tours, le Lab'O à Orléans, le Fab Lab Houdin de Blois… En Centre-Val de Loire, plusieurs lieux sont aujourd'hui entièrement dédiés au digital et à ses techniques. Les entreprises du territoire s'y intéressent également ; certaines sociétés, comme Worldline, et certaines écoles, comme la Wild Code School présentes à Tours, Blois et Orléans, s'y implantent même pour se développer. Aussi, Tours regroupe l'une des plus grandes forces de frappe française en termes de e-sport (jeux en ligne), avec la présence de Solary et de son réservoir à champions. Toutes ces entités forment, ensemble, une véritable communauté numérique territoriale. Si bien qu'en Centre-Val de Loire, on compte quelques 4 650 entreprises du numérique, principalement dans le Loiret et l'Indre-et-Loire, et plus de 20 000 emplois.

La Région a ainsi été la première à se doter d'un Conseil régional du numérique (CR'Num), en 2017, et elle demeure actuellement la seule à avoir effectué cette démarche en France. Ce fameux conseil travaille notamment sur le développement de la French Fab qui permet de faciliter l'arrivée du numérique dans les process industriels des entreprises ; mais aussi d'aider les élus locaux dans leurs décisions en lien avec le digital. *« L'idée est de faire du Centre-Val de Loire une région en réseau, qu'elle soit reconnue en avance de phase sur le développement numérique du territoire,* lance François Bonneau, président de la Région Centre-Val de Loire. *On souhaite devenir une terre d'accueil pour les créateurs et les développeurs du numérique dans les inventions du monde de demain. »* La collectivité a ainsi versé *« 131 millions d'euros aux départements de son territoire »* afin d'installer la fibre, partout, *« dans des délais resserrés »*.

La Région Centre-Val de Loire souhaite développer la médiation au numérique, en complément des espaces numériques accessibles sur le territoire.

> *« Le numérique est une marche de l'humanité vers d'autres modes de vie »*

Inclure tous les usagers

Car l'enjeu est de taille : il s'agit de répondre aux diverses problématiques des usagers. Et elles sont multiples : relations humaines, accès aux services, transformation des métier, place de la citoyenneté… Pour la Région Centre-Val de Loire, l'humain doit être le cœur de la société numérique et cette société doit apporter plus de démocratie et de mieux vivre ensemble. Actuellement, 70 espaces numériques sont ouverts sur le territoire. Ils permettent aux personnes non-connectées au réseau, voire déconnectées du monde digital, de s'y intéresser et de s'y essayer : 200 000 habitants du Centre-Val de Loire ont bénéficié d'un Visa Internet, dispositif de découverte de l'ordinateur, d'Internet et de sa pratique. *« La dimension de l'inclusion est centrale, précise-t-on à la Région. Il faut aider les seniors exclus du numérique, mais aussi la jeunesse qui pratique le numérique mais n'en a pas forcément pleinement conscience. »* À l'heure où les écrans fleurissent partout et dès le plus jeune âge, il existe peu de pédagogie sur l'utilisation des outils numériques. Un programme de médiation et d'accompagnement pourrait d'ailleurs être testé dans quelques territoires régionaux. L'objectif, à terme, est de développer une politique autour des usagers afin qu'ils ne soient pas hors du monde numérique et de plus en plus hors des relations humaines classiques. Pour réaliser une carte grise, pour payer ses impôts, pour effectuer des démarches administratives, il faut désormais pouvoir se connecter et utiliser Internet. Pour aller plus loin dans la démarche des espaces numériques, la Région Centre-Val de Loire souhaite œuvrer avec la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) et encore avec la Caisse d'allocations familiales (CAF) afin de trouver des solutions pertinentes à l'accès au numérique pour tous. *« Le numérique est une marche de l'humanité vers d'autres modes de vie, estime François Bonneau. Pour ne pas aborder les mutations avec peur, on doit aider les usagers. »*

C.S

Human Tech Days, et de 3 !

Du 6 janvier au 15 février 2020 s'est tenu la 2e édition des Human Tech Days dans toute la région. Conférences, ateliers et rencontres sur le thème du numérique, du e-commerce, de l'éthique dans le digital, de la cité connectée et encore du numérique chez les adolescents se sont déroulés, attirant de nombreux professionnels mais aussi le grand public. Pour cette 2e édition, donc, le nombre de visiteurs a largement augmenté par rapport à l'année précédente, si bien que la Région a d'ores et déjà annoncé qu'une 3e édition va être lancée, en 2021. Cette fois, pour le grand public, une nouveauté pourrait être créée, histoire de mieux comprendre le jargon des pros du monde digital…

Tournages en région Centre-Val de Loire : de belles perspectives pour l'économie locale

Le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) publie son étude annuelle sur les retombées régionales des crédits d'impôts cinéma, audiovisuel et international

Dans un environnement de concurrence fiscale internationale très forte, à l'origine de délocalisations massives de projets cinématographiques et audiovisuels jusqu'en 2015, les dispositifs de crédits d'impôt ont été repensés afin de les rendre plus compétitifs et de permettre à notre pays de redevenir un territoire privilégié d'accueil de tournages, aussi bien français qu'étrangers. C'est pourquoi les crédits d'impôt ont été réformés à compter du 1er janvier 2016.

© Arnaud Borrel

Cette réforme a permis de diviser par deux les délocalisations de tournages. En 2018, les régions françaises ont attiré plus de 400 millions d'euros de dépenses de tournage, générant ainsi la création de 30 000 emplois. *« Depuis la réforme des crédits d'impôts, de plus en plus de productions se tournent en France et sur beaucoup plus de territoires, avec à la clé la création de 30 000 emplois. La réforme du crédit d'impôts a porté ses fruits et permis de renforcer le soutien des politiques publiques en faveur de la dynamique industrielle de la filière ainsi que de nos territoires »,* se réjouit Dominique Boutonnat, président du CNC.

L'activité de tournages en Ile-de-France a été renforcée (168 millions d'euros de dépenses en 2018). L'activité des autres régions a été multipliée par deux depuis la réforme (237 millions d'euros de dépenses en 2018). En région Centre-Val de Loire, cela représente plus de 37 jours de tournage, soit près d'1,2 million d'euros de dépenses locales.

Le Crédit d'impôt cinéma (CIC)

En 2018, les films français bénéficiaires du crédit d'impôt cinéma ont réalisé 132 millions d'euros de dépenses de tournage en régions (+ 31 millions d'euros par rapport à 2015), sur plus de 4500 jours de tournage.

107 films français bénéficiaires du crédit d'impôt cinéma ont été tournés en régions. Deux films ayant enregistré de bons chiffres au box-office ont été tournés en Centre-Val de Loire. D'abord, *Qu'est-ce qu'on a encore fait au bon Dieu ?* de Philippe de Chauveron, avec Christian Clavier et Chantal Lauby, qui a nécessité six jours de tournage à Chinon, et a fait rire près de sept millions de spectateurs ! Ensuite, *Donne-moi des ailes* de Nicolas Vanier dont l'équipe a passé deux jours en région Centre-Val de Loire. Près d'1 200 000 spectateurs se sont laissés charmer par ce film poétique, mené par Jean-Paul Rouve et Mélanie Doutey.

Le Crédit d'impôt audiovisuel (CIA)

En 2018, les dépenses de tournage hors Ile-de-France des œuvres bénéficiaires du crédit d'impôt audiovisuel s'élèvent à 101 millions d'euros (+13 millions d'euros par rapport à 2015).

139 œuvres françaises bénéficiaires du crédit d'impôt audiovisuel ont été tournées en régions.

Noces d'or, une comédie débridée et multiculturelle de Nader Takmil Homayoun avec Alice Taglioni, Hélène Vincent et Michel Vuillermoz, a nécessité 20 jours de tournage, tous localisés en Touraine, a généré près de 600 000 euros de dépenses sur place, et nécessité l'embauche de seize techniciens, cinq comédiens et plus de soixante-dix figurants du cru. Le tournage *d'Ordesa*, une fiction réalisée pour Arte par Nicolas Pelloille, s'était installé pour neuf jours dans les environs de Briare-le-Canal (Loiret). Quatorze techniciens et une comédienne locaux avaient été recrutés.

© unsplash

Les tournages cinématographiques pourraient donc bien devenir un nouvel axe de développement économique en région Centre-Val de Loire. On a d'ailleurs appris cet été que Nicolas Vanier avait tourné des plans pour son prochain film... dans le Loiret.

Les crédits d'impôt sont des incitations fiscales qui visent à renforcer l'attractivité de la France pour les tournages des productions françaises ou internationales. Depuis leur création, les crédits d'impôts cinéma, audiovisuel et international font l'objet d'évaluations fréquentes et d'un suivi attentif du CNC.

E.C.

Concours *"Un des meilleurs ouvriers de France"* : la région Centre-Val de Loire célèbre ses lauréats

Sur les 88 candidats qui se sont présentés au concours Un des meilleurs ouvriers de France en région Centre-Val de Loire, neuf ont été diplômés. Ils ont reçu le titre tant convoité le 20 février, lors d'une soirée au Conseil régional, à Orléans.

Le 20 février, les membres de la promotion Yvonne de Courbertin ont reçu leur diplôme d'Un des meilleurs ouvriers de France.

Consécration pour les neuf lauréats de la région Centre-Val de Loire de la 26 édition du concours Un des meilleurs ouvriers de France ! Après avoir reçu leur médaille des mains du président de la République en mai dernier, ils se sont vus remettre leur diplôme Un des meilleurs ouvriers de France par Anne Besnier, vice-présidente de la Région Centre-Val de Loire, Bernard Hibert, vice-président du COETMOF* et président de la CPME** de la région Centre-Val de Loire, et Pierre Pouëssel, préfet du Loiret et de la région Centre-Val de Loire. Signé par le ministre de l'Éducation nationale, ce titre tant prisé consacre leur haute technicité dans les métiers pour lesquels ils ont concouru***.

Mise en avant de véritables talents professionnels

Le prestigieux concours Un des meilleurs ouvriers de France valorise la réussite individuelle, l'excellence des professionnels et la capacité de nos territoires à faire perdurer le savoir-faire à la française. Ce concours diplômant « *est une démarche unique qui met en évidence la pluralité des parcours professionnels. Les lauréats sont des vigies, des témoins, des exemples pour les plus jeunes qui vont faire rayonner leur réussite au-delà des frontières.* », estime Bernard Hibert. Il est fondé sur des valeurs d'égalité des chances, d'équité et de déontologie, qui animent la légitimité du titre.

E.C

** Comité d'organisation des expositions du travail et du concours Un des meilleurs ouvriers de France*
*** Confédération des petites et moyennes entreprises*

*** Les neuf lauréats de la région Centre-Val de Loire

Damien Berton • Métiers du bâtiment, des travaux publics et du patrimoine architectural
Jérome Blandin • Métiers du bâtiment, des travaux publics et du patrimoine architectural
Benoît Canté • Métiers de l'agriculture et de l'aménagement paysager - Art floral
Florent Chardin • Métiers de la communication, du multimédia et de l'audiovisuel - Imprimerie, communication graphique et multimédia
Nathalie Hardion • Métiers du bâtiment, des travaux publics et du patrimoine architectural
Françoise Macaire • Métiers des accessoires de la mode et de la beauté - Broderie main
Thierry Morin • Métiers de l'alimentation - Boucherie-étal
Charly Palmieri • Métiers de l'agriculture et de l'aménagement paysager - Bourrellerie, sellerie et harnachement
Samuel Thomas • Métiers de la piscine

La médiation s'élargit aux acteurs publics

Dans le cadre de la loi ESSOC, un dispositif de médiation étendu entre les entreprises et les administrations est testé dans la région Centre-Val de Loire. L'idée ? Trouver rapidement des accords.

Les contentieux entre les entreprises et les administrations publiques sont courants ; certaines décisions peuvent générer de l'incompréhension. Mais parfois, trouver un terrain d'entente semble compliqué, tant les deux partis tiennent leurs positions. Mise en application à la fin de l'année 2018, la loi ESSOC, aussi appelée la « loi confiance », veut y remédier. Un dispositif de médiation étendu entre les entreprises et les administrations a été créé afin de permettre à celles-ci de solliciter une médiation sur tout litiges avec un acteur public. Permis de construire, aides européennes, indemnisations, protection des données… Tous les différends peuvent désormais faire l'objet d'une médiation. Jusqu'à présent, seul une mésentente de la commande publique, avec un client ou un marché, (un différend interentreprises) était couverte par le médiateur des entreprises.

215 000 entreprises sont concernées

Actuellement et pendant trois ans, quatre régions testent ce nouveau dispositif. Le Centre-Val de Loire, territoire où plus de 215 000 entreprises de 0 à 250 salariés sont potentiellement concernées, a commencé l'expérience au début de l'année 2019. Pour cette expérimentation, tous les acteurs publics (Urssaf, collectivités locales, établissements publics) doivent s'impliquer et désigner un correspondant. Ce dernier a « *un rôle d'accompagnement dans la recherche de solutions* » sur le terrain, mais pas un rôle d'arbitre ni de juge, précise Martine Danière, la médiatrice régionale déléguée à la Direccte. Pour elle, ce dispositif doit ouvrir « *un espace de pédagogie et de dialogue bienveillant* » lorsque le dialogue est rompu entre entreprises et acteurs publics. Au terme de ce dialogue, un accord doit être conclu entre les deux parties prenantes. Mais cette médiation doit toujours être réalisée dans trois grands principes : « *la confidentialité, le consentement et la rapidité* ».

L'objectif, d'ici 2022, est de pérenniser ce dispositif et de le déployer dans tout le territoire français.

C.S.

Plus d'informations sur ***www.mediateur-des-entreprises.fr***

Focus

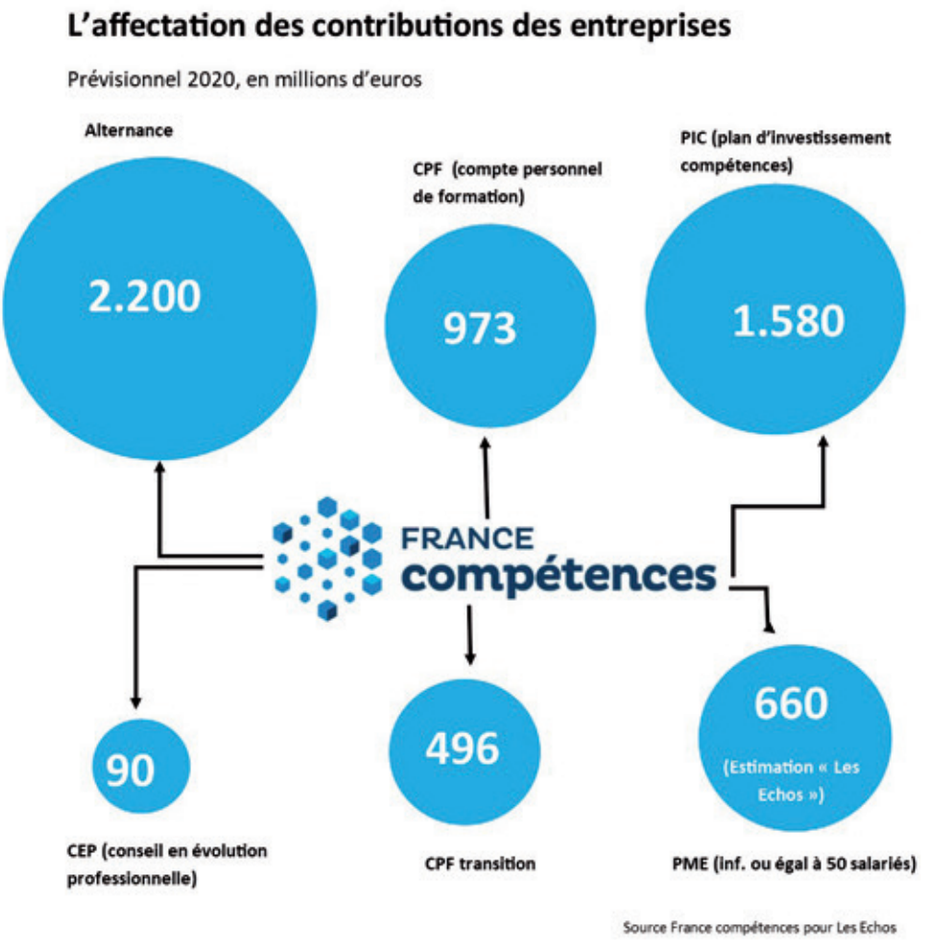
Depuis la création de la médiation entre les entreprises, en 2012, plus de 200 recherches de solutions à l'amiable ont été réalisées en Centre-Val de Loire. D'après les chiffres de la Direccte, en 2015, 100 dossiers (80 au niveau régional et 20 au niveau national) ont été traités dans le cadre d'une médiation et 74,1% ont abouti à un accord entre les deux entreprises en conflit. En majorité (53%), le contentieux prend source dans un problème financier ou dans les relations contractuelles (37%).

Le système est en pleine mutation

La formation professionnelle connaît un grand chamboulement : la loi *« pour la liberté de choisir son avenir professionnel »*, promulguée en septembre 2018, modifie pleinement le système. L'objectif ? Simplifier, d'ici 2021, l'organisation actuelle. Mais finalement, qu'est-ce qui change ?

La création de France Compétences
Une institution nationale publique chargée de la régulation et du financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage a été fondée au début de l'année 2019 : France Compétences. Elle a pour rôle de répartir les fonds des différents acteurs (aux opérateurs de compétences, aux Régions, à la Caisse des dépôts, aux commissions paritaires et à l'État), de réguler la qualité de la formation, d'émettre des recommandations sur les coûts et l'accès à la formation. Elle doit également veiller à la bonne exécution de la réforme sur la formation professionnelle et l'apprentissage, alias la loi *« pour la liberté de choisir son avenir professionnel »*.
Cinq entités la composent : l'État, les organisations syndicales de salariés, les organisations patronales, les Régions et les *« personnalités qualifiées »*. Concrètement, France Compétences remplace les autres instances de gouvernance nationales (Copanef, Cnefop*) et absorbe le fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels ainsi que la commission nationale de certification professionnelle (CNCP).

Le conseil personnel de formation (CPF)
Au 1er janvier 2019, les heures de formation acquises par un salarié se sont transformées en euros à raison de 5 euros par heure ; à l'automne dernier, la gestion du compte personnel de formation (CPF), à partir duquel tout salarié ou demandeur d'emploi peut demander à suivre une formation continue, a changé de main pour être reprise par la Caisse des dépôts. Enfin, depuis le 1er janvier, le Fongecif ne gère plus les demandes de formation ni la prise en charge financière ; elles sont désormais compétences de commissions paritaires interprofessionnelles régionales. À raison de 500 € par an, le plafond de ce compte s'élève à 5 000 €.



> *« Avec la réforme, chaque organisme de formation doit être certifié s'il veut bénéficier de fonds des opérateurs de compétences (OPCO), de l'État et encore de Pôle Emploi »*

Le conseil en évolution professionnelle (CEP)
Jusqu'au 31 décembre 2019, le conseil en évolution professionnelle (CEP) des salariés était assuré par le Fongecif et l'Opacif, deux organismes qui se sont retrouvés délestés de cette compétence avec la mise en place de la réforme. En effet, désormais, l'opérateur habilité à délivrer le CEP des actifs du secteur privé est sélectionné via un appel d'offre. Actuellement, en Centre-Val de Loire, il s'agit du cabinet RH Tingari. Mais dans quatre ans, un nouvel appel d'offre va être lancé et l'opérateur pourrait changer.
Le CEP est également désormais financé par France Compétences.

Les organismes de formation
Avec la réforme, chaque organisme de formation doit être certifié s'il veut bénéficier de fonds des opérateurs de compétences (OPCO), de l'État et encore de Pôle Emploi. Avant tout, le prestataire de formation et de bilan de compétences choisit son organisme certificateur. Le Comité français d'accréditation (Cofrac) en a déjà certifié une vingtaine dont Certifopac, ISQ, Label

Qualité Système et encore Qualibat. La liste pourrait bien continuer de s'allonger puisque ce *« futur système de qualité »* doit s'appliquer dès le 1er janvier 2021 à tous ceux qui veulent intervenir sur les fonds publics ou mutualisés. De nouveaux organismes ont déjà été sélectionnés au mois de janvier. Il existe tout de même une exception : les CFA existant avant la loi du 5 septembre 2018 ne doivent se faire certifier qu'avant le 1er janvier 2022, soit dans deux ans.
Retrouver la liste des organismes certificateurs sur centre.inffo.fr

Les opérateurs de compétences
Jusqu'à présent, les organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA) collectaient les fonds dédiés à la formation professionnelle. Depuis le 1er janvier, les 20 OPCA sont devenus 11 opérateurs de compétences, les 9 OPCO de branches (Ocapiat, Afdas, Opco de la cohésion sociale, Opco mobilités, Opco santé…) plus les 2 OPCO de proximité (ex AGEFOS-OPCALIA), la répartition des branches professionnelles s'étant faite dans une logique de filière afin de créer des ensembles cohérents de métiers et d'enjeux. Si ces OPCO n'ont donc pas de rôle de collecte financière, ils possèdent des missions spécifiques sur le plan de développement des compétences et sur le conseil aux entreprises. L'accompagnement des TPE s'accentue donc dans les territoires notamment en mettant en place des formations spécifiques à la réalisation du projet de l'entreprise et du salarié.

Des OPCO à l'Urssaf, le collecteur unique en 2020-2021
Contribution unique à la formation professionnelle et à l'alternance, contribution supplémentaire à l'apprentissage, contribution pour le financement du compte personnel de formation… Jusqu'au 31 décembre 2020, les OPCO effectuent ces collectes. A partir du 1er janvier suivant, l'Urssaf prend en charge cette compétence. Néanmoins, il se pourrait que cette date soit repoussée, comme le prévoit la loi de la Sécurité sociale de 2020, et les versements devraient être toujours effectués auprès des onze OPCO.

C.S.

La réforme impose un nouveau système

La « loi avenir », ou réforme de la formation professionnelle et de l'apprentissage, bouscule les habitudes des acteurs du secteur. Les organismes de formation et les salariés sont directement impactés. Christophe Dupont, président de la Fédération de la Formation Professionnelle en Centre-Val de Loire*, fait le point.

Qu'est-ce que la Fédération de la formation professionnelle (FFP) ?
La Fédération représente environ 900 organismes de formations et leurs 2 300 établissements en France et 5,8 millions de stagiaires formés. En Centre-Val de Loire, on y compte 52 établissements pour 32 adhérents. Notre mission principale est donc de représenter le secteur de la formation professionnelle et de contribuer à l'élaboration des politiques publiques relatives à l'insertion, l'orientation et la formation professionnelles.

La « loi avenir » a-t-elle impactée votre activité ?
Nous avons été en avance sur la réforme qui se met en place aujourd'hui. La fédération propose des services auprès des adhérents pour les accompagner dans les évolutions du secteur. Les évolutions sont réglementaires ou concernent le positionnement de marché. Ce qui change pour nous ? Jusqu'à présent, nous nous adressions uniquement aux entreprises. Désormais, nos cibles sont à la fois les entreprises et les salariés qui peuvent décider de leurs formations grâce au compte personnel de formation (CPF). C'est un changement fondamental car les individus sont beaucoup plus impliqués qu'avant dans leur évolution et leur formation professionnelles.

Qu'est-ce que ça change pour les entreprises ?
Avant la réforme, les entreprises de plus de 50 salariés pouvaient utiliser leurs cotisations à la formation en fonction de leurs besoins de compétences. Aujourd'hui, ce n'est plus possible puisque ce sont les salariés qui décident de faire telle ou telle formation. Ça change les équilibres et l'impact peut être gênant du point de vue budgétaire.

Christophe Dupont, président de la Fédération de la Formation Professionnelle en Centre-Val de Loire.*

Il n'est donc plus possible, pour une entreprise, de répondre à un besoin via la formation d'un salarié ?
Même s'il y a une perte de l'autonomie de l'employeur dans la formation, il est toujours possible de co-construire, avec le salarié, une action de formation. L'idée est donc toujours de répondre aux besoins de l'entreprise mais avec l'accord et l'envie du salarié. Ces temps de formation se font sur le temps de travail. Par contre, si le salarié décide de se lancer, seul, dans une formation sans lien avec son entreprise, c'est son droit individuel. Simplement, il doit la suivre sur son temps personnel.

Les organismes de formation vont-ils être impactés par cette évolution ?
La réforme de la formation professionnelle impose un nouveau système : toutes les entreprises de formation auront pour obligation d'être certifiées qualité au mois de janvier 2021, et 2022 pour les Centres de formation des apprentis (CFA). Un référentiel unique a été créé pour ce faire pour que la culture de la pédagogie aille de pair avec la culture de la qualité. L'organisme de formation doit répondre à 7 critères et à entre 9 et 32 indicateurs afin d'être certifié. Une fois certifié, il aura une obligation de lisibilité et de transparence, notamment pour les taux de réussite des formations. L'objectif est

> *« Les individus sont beaucoup plus impliqués qu'avant dans leur évolution et leur formation professionnelles »*

pour une amélioration continue

de permettre aux salariés de savoir avec qui ils s'engagent dans une formation. L'exigence de transparence est de plus en plus présente. C'est une amélioration continue pour le système de formation professionnelle.

La « loi avenir » concerne également l'apprentissage, qui est l'un des moyens de la formation professionnelle. Concrètement, qu'est-ce qui change ?
C'est un volet important : avant, seuls les CFA pouvaient proposer des formations en apprentissage et faisaient partie de la carte de la formation pour l'apprentissage. La réforme libéralise le marché de l'apprentissage, qui dicte sa loi. Tous les organismes de formation peuvent maintenant y prétendre, s'ils sont certifiés. Le système évolue sérieusement. Il faut espérer que les finances puissent suivre le rythme compte tenu de la progression rapide de l'apprentissage : en 2019, le Centre-Val de Loire a gagné environ 13% de nouveaux apprentis !

C.S.

**Lors de notre interview, réalisée le 12 février, Christophe Dupont était toujours président de la FFP. Depuis, il s'agit d'Alain Bouteneigre.*

CFA des Universités
Centre-Val de Loire

+de 130 Formations universitaires EN APPRENTISSAGE

DUT • Licence Professionnelle • Master
DCG & DSCG

L'apprentissage à l'Université,
UNE SOLUTION POUR VOS RECRUTEMENTS !

commerce • communication • marketing • droit • gestion • management • finance • comptabilité
informatique • qualité • agronomie • bâtiments travaux publics • biologie • chimie
environnement • énergie • industriel • logistique • santé • social

0€ RESTE À CHARGE
sur le coût de formation pour l'employeur du secteur privé

Une information ? Un projet ? Un poste à pourvoir ?
developpement@cfa-univ.fr 02 47 36 76 67
www.cfa-univ.fr

UNIVERSITE D'ORLEANS
université de TOURS

Focus

La « loi avenir » reconnaît la possibilité de suivre une action de formation en situation de travail (AFEST). Cette action est *« un parcours pédagogique permettant d'atteindre un objectif professionnel »*. Quatre critères précisent les conditions de la mise en œuvre d'une AFEST : l'analyse de l'activité de travail pour l'adapter à des fins pédagogiques ; la désignation d'un formateur pouvant exercer une fonction tutorale ; la mise en place de phases réflectives distinctives des mises en situation de travail ; et enfin des évaluations spécifiques des acquis de la formations jalonnent ou concluent l'action.
Concrètement, l'AFEST n'est pas nouvelle mais les critères qui la définissent sont, eux, nouveaux.

L'avenir ? Le e-learning

Les nouvelles réglementations prévues par la « Loi avenir » ne concernent que les formations financées par les dispositifs et aides publics. Certains formateurs pourraient ainsi penser que l'obligation de certification ne les concernent pas car leurs clients peuvent se passer de fonds publics… Mais ce n'est pas le cas puisque les financements pour la formation professionnelle sont nombreux et que la réforme vise à faciliter l'accès à toutes les formations. Pour exemple, l'application du Compte Personnel de Formation (CPF) simplifie la recherche et l'inscription à une formation pour tous les salariés et demandeurs d'emplois. La promotion faite autour de ce dispositif pourrait amener plus de personnes à utiliser les droits à la formation. La réforme de la formation professionnelle pourrait donc impacter de nombreux formateurs, et pas seulement les indépendants ? Selon le SYCFI, « certains formateurs pensent que parce qu'ils ont suffisamment de clients aujourd'hui qui financent eux-mêmes leurs formations, ils n'auront pas besoin de se plier aux nouvelles exigences de la loi » ; mais si le client mobilise son CPF et se fait financer par France Compétences, ou demande un organisme de formation certifié qualité, les établissements non-certifiés tomberaient en désuétude. *« Il est impératif de se former au e-learning et de commencer dès maintenant une démarche de certification, martèle-t-on au syndicat des formateurs indépendants. Il en va de la pérennité de l'activité des formateurs.»*

www.lepicentre.online
L'ÉPICENTRE
Le média de l'actualité économique et sociétale du Val de Loire

Mensuel

Gratuit

32 PAGES

Retrouvez nos 3 éditions : 37 / 41 / 45

Distribué à 30 000 exemplaires, en points de dépôts et en routage

Pour recevoir L'Épicentre directement dans votre entreprise, contactez-nous :
contact@lepicentre.online

En résumé, les plus et les moins de la réforme

“ Les plus ”

• Rôle du CPF renforcé : co-construction avec le salarié (attention l'argent ne va pas directement au salarié mais sert à financer les heures de formation) ;
• Cette loi a le mérite de renforcer la proximité et les besoins du territoire et de mettre en adéquation les besoins des entreprises et l'offre de formation ;
• Les entreprises pourront verser leur contribution directement aux opérateurs pédagogiques de leur choix ;
• La liste des écoles et centres de formations retenus et certifiés sera fournie directement par la Préfecture.

“ Les moins ”

• Pour les entreprises de plus de 50 salariés, l'argent prélevé ne pourra être fléché que sur l'alternance et plus sur la formation (Plan développement des compétences). Elles vont donc payer 2 fois ? ;
• Perte de l'autonomie de l'employeur dans la formation ;
• L'appel d'offre pour définir l'organisme qui délivre les conseils en évolution professionnelle (tous les quatre ans, les salariés pourraient voir les interlocuteurs changer et devoir tout reprendre à zéro).

PUBLI INFORMATION

Booster Academy : Vendre et savoir se vendre « *C'est en pratiquant qu'on apprend !* »

Convaincu que la capacité d'une entreprise à se développer tient en grande partie de sa force commerciale, le réseau Booster Academy propose aux chefs d'entreprises et aux salariés, des sessions d'entraînements intensifs à la vente avec 12 niveaux à valider les uns après les autres, pour augmenter progressivement et durablement son efficacité commerciale.

Alain Guittet.

Après une expérience de 30 ans dans le domaine de la vente en B-to-B, dont une première de 18 ans au sein d'une grande entreprise Française en qualité de chef des ventes puis une seconde de 12 ans en qualité d'associé et directeur commercial d'une TPE régionale devenue une PME nationale de 200 salariés, Alain Guittet a rejoint depuis 2018, la franchise Booster Academy pour la développer en Val de Loire et devenir la référence dans le domaine du conseil, de la formation, en efficacité commerciale.
L'objectif ? Agir concrètement sur la montée en compétences, progressive et durable de toutes les forces commerciales d'une entreprise. Alain Guittet accompagne toutes les personnes qui portent la vente dans l'entreprise et qui sont en contact avec les clients pour « *booster* » leurs performances. Il s'appuie sur une pédagogie et une méthodologie orientées plaisir et retour sur investissement immédiat, avec des parcours de formation où le stagiaire devient l'artisan de sa progression pour que les bonnes pratiques deviennent systématiques et naturelles.

100 % personnalisé
Le parcours de formation, composé d'un à douze niveaux en fonction du niveau de départ du stagiaire, évalué et diagnostiqué en amont de la formation, et de ses objectifs. Un niveau correspond à 1 à 2 mois d'accompagnement

100 % flexible
Séquencés par demi-journées et espacés de 15 jours minimum, les entraînements s'intègrent facilement dans les agendas des stagiaires qui peuvent choisir les jours et heures qui s'adaptent le mieux aux contraintes du moment.

100 % individualisé
En petits groupes de 6 personnes maximum pour réellement développer les automatismes de chacun.

Les 12 niveaux de formation de la méthode Booster Academy.

100 % progressif
Avant de passer au niveau suivant, Alain Guittet s'assure que le stagiaire a bien validé et acquis le niveau en cours. « *Nous pouvons faire l'analogie de notre méthode avec un entraînement sportif. Nous faisons progresser les stagiaires étape par étape, niveau par niveau, pour des effets immédiats sur l'efficacité* » indique Alain Guittet. « *D'abord, je réalise un diagnostic de l'état des compétences pour construire un parcours personnalisé de 1 à 12 niveaux, puis on commence à muscler le discours. Vient ensuite les phases d'entraînement intensif suivi du plan d'actions avec des mises en pratique en entreprise, pour monter en compétences et atteindre son meilleur niveau, mesurer et constater des résultats concrets : plus de rendez-vous qualifiés, plus de ventes hausse du panier moyen et du taux de transformation…* » Plus qu'une formation classique, Booster Academy se positionne comme un partenaire de l'efficacité commerciale au service de la performance commerciale des entreprises !

Blois • Orléans • Tours
booster-academy.fr
+33 (0)6 95 33 46 69
a.guittet@booster-academy.com

Les chiffres-clés de la formation en France

17 Millions
de personnes formées chaque année en France

85%
des besoins sont couverts par l'offre privée de formation

150 000
salariés sont employés dans le secteur de la formation professionnelle

Pour qui ?

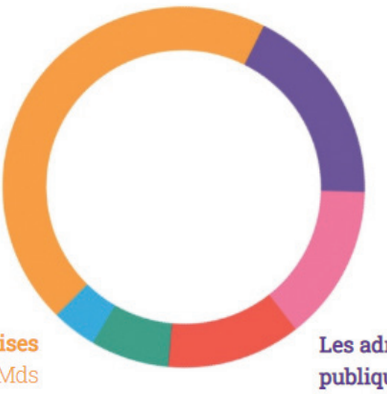
Jeunes 24%

Agents du secteur public 17%

Actifs occupés du secteur privé 43%

Demandeurs d'emploi 15%

Qui finance ?



Les entreprises 45% soit 13.8Mds

Les individus 4.3% soit 1.4Mds

Pôle Emploi et autres administrations publiques 7% soit 2.1Mds

Les administrations publiques et territoriales pour leurs agents 17.3% soit 5.5Mds

Les Conseil régionaux 14.3% soit 4.5Mds

L'État 12% soit 3.7Mds

AGENDA ÉCONOMIQUE

Mardi 10 mars

Réunion « *Sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat au féminin en 2020* »
De 8h30 à 12h30 • CCI Touraine, 1 rue Schiller – 37200 Tours
Plus d'informations sur www.touraine.cci.fr

Jeudi 12 mars

Les matinales CPME37 « *L'épargne salariale – les nouveautés 2020* »
Les évolutions de l'épargne salariale après la loi Pacte : état des lieux des différentes solutions à la disposition du chef d'entreprise de 8h30 à 10h.
CPME 37, 12 rue du Pont de l'Arche, 37550 Saint-Avertin

Les Rencontres Performance Touraine Numérique et Digital : « *Renforcer sa visibilité en intégrant les Réseaux Sociaux dans sa stratégie* »
De 9h à 12h • CCI Touraine, 1 rue Schiller – 37200 Tours
Plus d'informations sur www.touraine.cci.fr

Conférence gratuite sur l'innovation : « *Différenciez votre entreprise en innovant à moindre coût* »
De 19h à 20h
L'innovation comme outil accessible pour vous adapter à vos futurs clients !
Animée par Antoine Bocquého de l'entreprise Studiho et avec la participation des entreprises incubées de Talent UP
Chambre de Métiers et de l'Artisanat d'Indre-et-Loire
36 Route de Saint-Avertin, 37200 Tours

Jeudi 19 mars

Les Rencontres Performance Touraine Stratégie : « *L'économie circulaire : pourquoi vous ne pouvez pas faire l'impasse ?* »
De 9h à 12h • CCI Touraine, 1 rue Schiller – 37200 Tours
Plus d'informations sur www.touraine.cci.fr

Jeudi 26 mars

Les Rencontres Performance Touraine Pratiques Managériales : « *Le management non hiérarchique* »
De 9h à 12h • CCI Touraine, 1 rue Schiller – 37200 Tours
Plus d'informations sur www.touraine.cci.fr

Du lundi 23 au vendredi 27 mars

Stage 5 Jours pour Reprendre une PME-PMI
De 9h à 17h • CCI Touraine, 1 rue Schiller – 37200 Tours
tions sur www.touraine.cci.fr

PUBLI INFORMATION

Campus de formation ENEDIS à Châteauroux : un partenariat école-entreprise ambitieux

ENEDIS L'ELECTRICITE EN RESEAU

La réussite du renouvellement des compétences est un enjeu essentiel pour Enedis. La formation professionnelle est depuis toujours au cœur de son développement et de l'évolution de ses métiers et activités.

Chaque année, environ 2000 journées de formation sont proposées sur le campus de Châteauroux : le développement de nouvelles compétences permettant l'accès aux métiers et le renouvellement des compétences des agents (aussi appelé recyclage) pour garantir le maintien des savoirs.

Formation initiale et professionnelle de qualité
De nombreux recyclages sont réalisés chaque année pour le maintien des compétences ce qui permet d'assurer l'adaptation des agents à leur poste de travail et de veiller également au maintien des capacités à occuper l'emploi. Le plateau extérieur permet de simuler, en grandeur nature, des réseaux aériens haute tension et basse tension.
Pour les nouvelles recrues et les apprentis, des actions de professionnalisation portant sur la découverte des réseaux, le travail hors tension aérien, dépannage maintenance chaîne communicante, compteur et concentrateur Linky… sont également dispensées.

Réunions d'information, visites …
En dehors des formations pour les agents, le campus organise également des réunions d'information sur les risques électriques notamment auprès des pompiers et des prestataires travaillant pour Enedis.

© Enedis

Un partenariat école-entreprise renforcé
L'implantation du campus Enedis au sein du Lycée Blaise Pascal de Châteauroux témoigne de la volonté d'Enedis et de la Région Centre-Val de Loire de faire de la formation une réponse aux emplois de demain liés à la transition énergétique. Cet outil pédagogique est mis à disposition des enseignants de Blaise Pascal et de leurs élèves qui découvrent ainsi tous les matériels et emplois liés à la distribution de l'électricité en France. Les formateurs du campus peuvent, quant à eux, intervenir dans les classes à la demande des professeurs pour apporter leur expérience dans le domaine de l'électricité et tout particulièrement rappeler les exigences en termes de sécurité et de prévention pour les travaux à proximité des ouvrages électriques.
L'implantation d'un outil pédagogique au sein d'un lycée, en partenariat avec l'Education Nationale et la Région Centre-Val de Loire, était une première en France pour Enedis.

CAMPUS ENEDIS
36000 Châteauroux

Enedis, Direction Régionale
Centre-Val de loire
45 avenue Stendhal BP 436
37204 Tours Cedex 3

Le campus de Châteauroux en chiffres :

- 1 responsable du campus
- 3 formateurs
- 12 801 heures de formation
- 678 agents Enedis Centre-Val de Loire formés ou recyclés et 10 agents d'Auvergne
- 140 prestataires, pompiers… sensibilisés aux risques électriques

les entreprises recrutent

Pour vos offres d'emplois, contactez L'Épicentre au 07 57 90 23 15

La société PELLE est une entreprise familiale fondée en 1952, reconnue pour son sérieux et la qualité de son travail. Elle met à disposition des équipes d'électriciens sur Blois et sa région, qui se déplace auprès des particuliers, des professionnels et des collectivités locales de la région.
Suite à une augmentation de la charge de travail, nous recherchons :
• **Des électriciens en CDI** avec au moins 2 à 3 ans d'expérience dans les domaines suivants :
> Logement chez les particuliers ou dans les offices d'HLM
> Ou dans le petit et grand tertiaire (plateaux de bureaux, magasins, etc…)
> Ainsi que dans l'industrie
• **Des dépanneurs en CDI** avec au moins 3 à 5 ans d'expérience
Nous sommes sur une base de 38 heures (35h+3h sup.) avec les avantages suivants :
> Les zones de déplacement
> La prime de panier
> Une prime d'outillage
> Un jeu de trois bleus vous est fourni et nettoyé pas nos soins
> La fourniture de paire de chaussures de sécurité
> Une prime d'intéressement aux bénéfices
> Un plan épargne entreprise à votre disposition
• Une mutuelle d'entreprise PRO BTP
• Etc…
Le salaire sera étudié suivant votre expérience et vos compétences.
Si vous êtes intéressés, vous pouvez nous envoyer votre lettre de motivation et curriculum vitae à l'adresse mail suivante :

contact@pellesa.fr
*ou nous contacter au **02 54 43 49 14***
pour prendre un rendez-vous.

---

un(e) conceiller(ère formateur(trice) en création d'entreprise

Missions principales
- Accueil, #accompagnement des porteurs de projets et suivi des créateurs
- #Animation de sessions collectives d'information sur la création d'entreprise et d'ateliers collectifs
- Participation aux actions Émergence (BGE Bus, sensibilisation, forums, etc…)
- Recherches documentaires, réunions internes, tâches administratives, formation personnelle

Caractéristiques du poste
- CDD de 6 mois (possible prolongation) / poste basé à Orléans, avec déplacements sur Montargis, Pithiviers et Gien
- Permis B obligatoire
- 2040 € bruts mensuels
- Avantages : chèques déjeuner, prévoyance et mutuelle
- à pourvoir début mars

Merci d'envoyer CV
et lettre de motivation
à l'attention de
violaine.richard-dap@bge45.fr

Un Directeur de Siège (H/F) CDI

situé à Saint-Pryvé-SaintMesmin (45) à pourvoir dès que possible
Sous l'autorité du Directeur Général de l'APIRJSO LA COURONNERIE, plusieurs missions vous seront confiées.
Missions :
Management : • Management de l'équipe du siège dans son ensemble
• Suivi des dossiers (développement/communication)
• Validation des demandes de congés et modifications horaires du personnel du siège
• Veiller à la bonne organisation du siège afin d'assurer la continuité de service auprès des établissements financiers
• Gestion des Grands Comptes (assurances, téléphonie, informatique…)
• Alimentation et validation du Budget Prévisionnel et Compte Administratif du siège • Validation des reportings
• Mise en place et référent des procédures comptables
• Gestion du patrimoine immobilier
• Relations avec les tiers : banques, fournisseurs…
• Garantir les échéances concernant la transmission des tableaux de bord aux établissements (immobilisations…)

RH : • Contrôle des bulletins de paies du siège 20/12/2019 • Gestion des conditions de travail (QVT) • Mise en place de la GEPP (Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels) • Mise en place et référent des procédures internes de contrôles RH • Animation des réunions du personnel du siège • Démarche qualité et enquêtes de satisfaction auprès des établissements • Veille règlementaire (contrats de travail, décrets ou avenants en lien avec la CC66 ou 51) à destination des établissements • Animation des instances IRP (CSE…) • Bonne maîtrise des conventions collectives 66 et 51

Profil recherché : • Vous êtes titulaire d'un BAC+5, avec minimum 6 ans d'expérience sur le poste de Directeur d'Etablissement. • Vous êtes rigoureux, autonome, discret, et êtes doté de capacité managériale. • Connaissance approfondie du secteur médico-social

Envoyer CV ET LM à
assistantdirection@apirjso.fr
Service Ressources Humaines
3 Rue des Moines - BP 10155 St-PRYVE
45161 Olivet Cedex

Chargé de projet « amélioration des performances » F/H

Blois (41)
CDI
Sous la responsabilité directe du Chef du Pôle Ressources, en lien avec la Responsable Qualité et l'équipe comptable régionale, vous contribuerez à piloter, faciliter, sécuriser et optimiser le fonctionnement interne de la Chambre d'Agriculture de Loir-et-Cher, au service de l'amélioration de sa performance globale.

Missions
Gestion financière
• Procéder à l'analyse des coûts et définir le budget prévisionnel de fonctionnement des futures structures (siège rénové et antennes), identifier les risques et proposer des actions correctives, déterminer les zones d'optimisation et aider les responsables opérationnels à réaliser des économies ;
• Contribuer au suivi administratif et financier de la structure immobilière de gestion des sites ;
• Participer à l'amélioration de l'efficience par l'analyse des couts de production des prestations de la Chambre;
• Participer à la conception et au déploiement d'outils de pilotage (aide à la décision pour la Direction) adaptés aux enjeux de l'entreprise ;
• Contribuer à la gestion administrative des conventions financières liant la Chambre à ses partenaires : tenir le calendrier exhaustif du dispositif, veiller au respect des échéances (demandes de financement, justification, acomptes et soldes), sécuriser le circuit interne, à partir d'un outil existant, en développant la procédure qualité adaptée.
Qualité des services
• Renforcer la Cellule Qualité de la Chambre

Gestion Relation Client
• Participer à l'administration de la base de données GRC.

Profil recherché Formation Bac +2 à +5 avec expérience significative dans le domaine de la conduite de projet
Double compétence souhaitée en procédures qualité (connaissances ISO 9001) et gestion (analyse de coûts, budget)

Des connaissances juridiques sont un plus.

Maîtrise de la suite Microsoft Office, particulièrement Excel.

candidatures-emploi@loir-et-cher.chambagri.fr

Au palmarès régional des bonnes tables

Haut-lieu du patrimoine architectural et historique, le Centre-Val de Loire est aussi un territoire de gastronomie. Avec des diversités entre les départements que révèle la consultation comparée des guides spécialisés.

Qu'on le veuille ou non, et malgré les polémiques récurrentes le mettant en cause, le Guide Michelin demeure la « bible » des amateurs de bonnes tables. Or, si l'on s'en réfère à ce juge exigeant et rigoureux, la région Centre-Val de Loire, pourtant citée comme jardin de la France et pays de l'art de vivre, ne compte que deux seuls « 2 étoiles » et aucun « 3 étoiles », distinctions suprêmes du fameux guide rouge. On notera néanmoins que le chef Christophe Hay cumule trois étoiles en additionnant les deux de la Maison d'à Côté à Montlivault (Loir-et-Cher) et celle de la Table d'à Côté qu'il a ouvert plus récemment au sud d'Orléans.

En recoupant le classement du Michelin avec celui de son concurrent historique, à savoir le Gault et Millau, force est de constater qu'une sorte de consensus existe en faveur d'une reconnaissance partagée des meilleures adresses. Pour sa part, le Gault et Millau également, ne décerne aucune distinction « quatre toques », et à fortiori « cinq toques », pour un restaurant du Centre-Val de Loire.

La région n'est pas pour autant à classer parmi les « déserts gastronomiques » car elle recèle un grand nombre de bonnes et belles tables que nous avons recensées dans les tableaux ci-dessous (pour les départements de l'Indre-et-Loire, du Loir-et-Cher et du Loiret).

Le premier recense les « valeurs sûres » de la haute gastronomie repérées aussi bien par le Michelin que par le Gault et Millau. L'amateur de bonne chère y est certain d'y trouver un haut niveau de qualité et de raffinement en y mettant le prix nécessaire.

L'autre tableau présente une sélection de restaurants à prix plus doux servant une cuisine authentique et de qualité. Il s'agit des « Bib Gourmand » du Michelin, des tables classées « une toque » avec une note égale ou supérieure à 12 au Gault et Millau, ainsi que des « coups de cœur » de Gilles Pudlowsky, auteur du guide « Puldo » faisant aussi référence chez les gastronomes.

Bon appétit !

Les valeurs sûres de la haute gastronomie

Restaurants étoilés du Guide Michelin et restaurants classés 2 ou 3 toques du Gault et Millau avec une note égale ou supérieure à 14/20.

Restaurant Localité	Michelin	Gault-Millau
Indre-et-Loire (37)		
Château de Pray Amboise	1 étoile	2 toques 14/20
L'Évidence Montbazon	1 étoile	2 toques 14,5/20
La Promenade Maison Dallais Le Petit-Pressigny	1 étoile	3 toques 16,5/20
Les Hautes Roches Tours / Rochecorbon	1 étoile	2 toques 14/20
Loir-et-Cher (41)		
Domaine des Hauts de Loire Onzain	2 étoiles	2 toques 14,5/20
La Maison d'à côté Montlivault	2 étoiles	3 toques 16,5/20
Assa Blois	1 étoile	3 toques 16/20
Grand Hôtel du Lion d'Or Romorantin	1 étoile (retrouvée en 2020)	3 toques 15/20
Pertica Vendôme	1 étoile	2 toques 14,5/20
Loiret (45)		
Auberge des Templiers Les Bézards	1 étoile	3 toques 15/20
Côté Jardin Gien	1 étoile	Non référencé
Le Lièvre Gourmand Orléans	1 étoile	3 toques 15/20
La Table d'à Côté Orléans / Ardon	1 étoile	2 toques 14/20

Les bonnes tables

Restaurants classés au « Bib Gourmand » du Guide Michelin ; restaurants bénéficiant d'une toque et d'une note égale ou supérieure à 12/20 au Gault et Millau ; « coups de cœur » du guide Pudlowsky.

Département	Michelin Bib Gourmand	Gault Millau Une toque 12/20	Pudlowsky Coups de coeur
Indre-et-Loire	Le Saint-Honoré Tours	Le Bistrot des Belles Caves Tours	Auberge du Bon Laboureur - Chenonceaux
	L'Atelier d'Olivier Arlot Saint-Cyr-sur-Loire	Le Thélème Tours	L'Evidence - Montbazon
	L'Arche de Meslay, Parçay-Meslai	La Deuvalière Tours	Charles Barrier Tours
	Auberge de Port Vallière Fondette	Au Martin Bleu Tours	Jean Bardet - Joué-les-Tours
	La Maison Tourangelle Savonnière	Saint-Honoré Tours	Au Martin Bleu - Tours
	Auberge de la Brenne Neuillé-le-Lierre	Parfum Culture Tours	
	Au Coin des Halles Langeais	L'Atelier d'Arlot Saint-Cyr-sur-Loire	
Loir-et-Cher	Côté Bistro Montlivault	Le Bistrot du Cuisinier Blois	Le Rendez-vous des Pêcheurs - Blois
	Les Rendez-vous des Gourmets Bracieux	Auberge du Bon Terroir Muides-sur-Loire	Le Rendez-vous des Gourmets - Bracieux
	La Botte d'Asperges Contres	Auberge du Cheval Blanc Yvoy-le-Marron	La Maison de Capucine - Dhuizon
	Ô en Couleur Oucques	La Botte d'Asperges Contres	
Loiret	La Parenthèse Orléans	Les Toqués Saint-Jean-de-Braye	Le Lièvre Gourmand Orléans
	La Dariole Orléans	Côté Saveurs La Chapelle-Saint-Mesmin	Côté Jardin Gien
	L'Hisbiscus Orléans	La Grande Tour Saint-Ay	Auberge des Templiers Les Bézards
	Le Lancelot Chilleurs-aux-Bois	Le Relais Saint-Jacques Tournoisis	
	Le Grand Saint-Benoît Saint-Benoît-sur-Loire	Le Saint-Martin Amilly	

Bruissements d'elles : les artistes féminines font le printemps

Du 4 au 25 mars se déroulera la 21ème édition du festival Bruissements d'Elles. Créé en 2000 par les villes de Joué-lès-Tours et de La Riche, et suivi depuis par de nombreuses structures de l'agglomération tourangelle, ce festival valorise le talent des femmes à travers diverses expressions artistiques : théâtre, musique, danse, humour, sculpture, peinture, cinéma…

Chiffres clés pour l'édition 2020 :
- Collectif composé de 12 structures culturelles privées et publiques d'Indre-et-Loire
- 16 lieux accueillants
- 11 villes d'Indre-et-Loire participantes
- 10 spectacles, 4 expositions, 3 séances de cinéma et 6 concerts
- Plus de 5000 spectateurs et visiteurs attendus pendant 1 mois

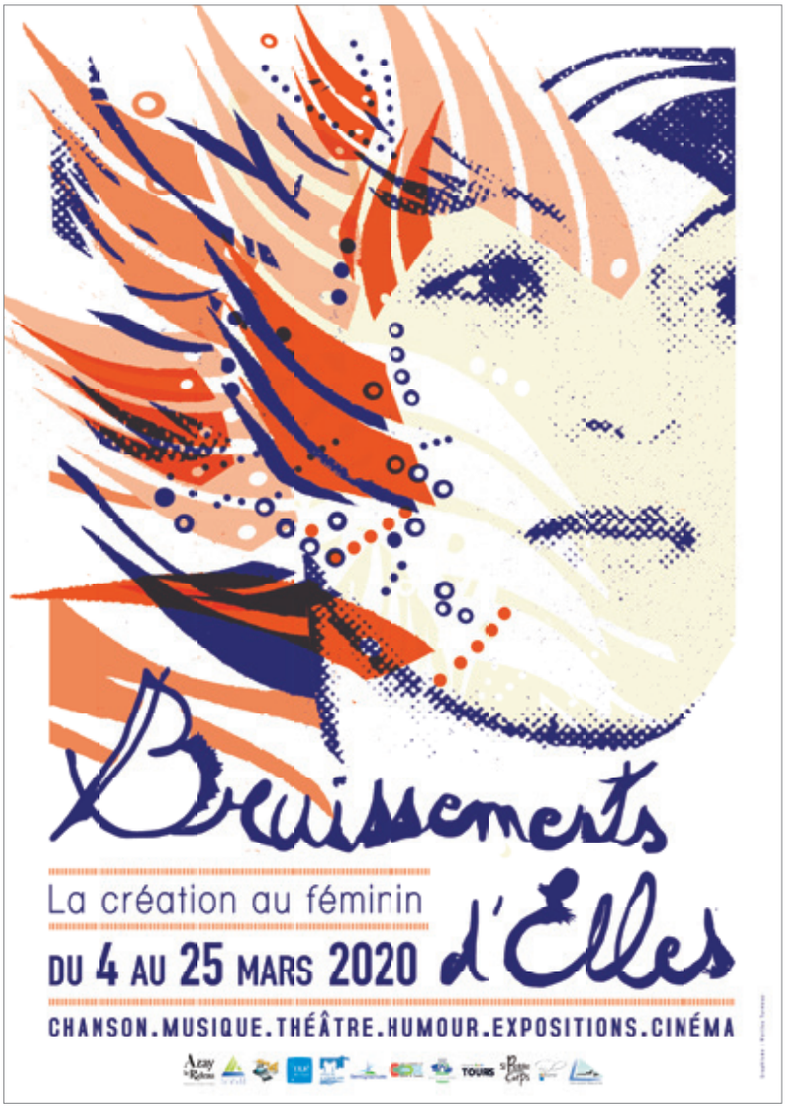
Les femmes célébrées au mois de mars…
Le 8 mars 2020, différentes manifestations seront organisées à travers le monde pour la Journée internationale des Femmes (appellation officielle de l'ONU depuis 1977). Chaque année aborde un thème précis qui donne lieu à de nombreux débats, notamment pour la réduction des inégalités par rapport aux hommes. L'édition 2020 aura pour thème : *« Je suis de la génération Égalité : levez-vous pour les droits des femmes. »*
En 1998 les villes de Joué-lès-Tours et de la Riche décidèrent de créer un temps fort autour de cette journée; le Festival Bruissements d'Elles fût lancé par la suite en 2000 avec la participation d'autres communes tourangelles et une programmation croissante au fil des ans.

Des artistes féminines de Touraine et d'ailleurs
Concert de Suzane, artiste électro-pop révélation Scène 2020 aux Victoires de la Musique, stand-up avec Alvie Bitemo sur le thème *« Qu'est-ce qu'être une femme noire et africaine en France aujourd'hui ? »*, projection des films documentaires Les plages d'Agnès et Visages Villages de la réalisatrice Agnès Varda, exposition scénographie et arts visuels de la scénographe plasticienne tourangelle Danielle Marchal …
Bruissements d'Elles propose un large panel de la création artistique de femmes originaires de Touraine et du monde entier.

Entretien avec Gil KD, street artiste tourangelle exposant à Langeais dans le cadre de Bruissements d'Elles. Exposition Un jardin extraordinaire du 14 mars au 12 avril
Défendant la culture urbaine et populaire, Gil KD trouve son inspiration dans son quotidien de femme contemporaine. *« Je peins des femmes dans la rue pour prôner une grande liberté, une sensualité assumée, sans me revendiquer féministe »* explique cette infirmière libérale qui *« graffe »* parallèlement des silhouettes de femmes dans les rues de Tours depuis 2016, et sur d'autres supports dans son atelier. *« Mes Filles du Vent sont comme des parenthèses enchantées et furtives dans la vie des passants »*.
Pourquoi choisir des modèles féminins uniquement, et souvent aux profils asiatiques ? *« Je pense que je fais passer plus d'émotions avec des visages de femmes, qui véhiculent beaucoup d'émotions et interpellent davantage les gens. Et j'aime particulièrement les traits de femmes japonaises, qui dégagent une grande beauté, une sensualité avec beaucoup de pudeur. »*
Un bel univers de street-art qui sera exposé à l'espace culturel de Langeais, La Douve, en collaboration avec le designer végétal Nicolas Chapleau, avec des œuvres en commun (tableaux végétaux, supports sur bois et mobilier, suspensions …)
« Pour cette nouvelle exposition j'avais envie faire rêver les gens dans une sorte de Jardin extraordinaire » confie Gil KD. Et quid de la participation d'un artiste masculin à l'occasion d'un festival autour des femmes ? *« Cela montre notre ouverture d'esprit, notre combat pacifique pour une belle harmonie entre les deux sexes ! »* conclut cette pétillante artiste à l'univers poétique et engagé.

C.C.

Plus d'informations sur ***www.bruissementsdelles.fr***



© Pierre Florent

Concert de Suzane.

© Thierry Germain

GIL kd, street artiste tourangelle.

© Fanny Reuillard

Alvie Bitemo spectacle de stand'up.

Tout part d'une rencontre entre… la planète et les livres !

Écologie ? Environnement ? Écoresponsabilité ? Urbanisme respectueux ? Agriculture raisonnée ? Et si on cherchait comment (ré)agir efficacement à son échelle pour devenir des adultes meilleurs ? Pour ceux que nous mettons au monde, et qui nous interpellent tous les jours. Pas de panique, nous ne vous proposerons rien d'ennuyeux, car si nous savions garder notre âme d'enfant, ou tout simplement les écouter, nos enfants, ça tournerait plus rond pour la planète ! À vous de choisir !

« Ne change jamais »

de Marie Desplechin (L'École des loisirs) 12 euros*

Les enfants ont en eux tous les talents, le tout est de faire en sorte que leurs qualités ne s'éteignent pas, qu'elles restent le terreau de ce qui fera réfléchir les adultes pour leur laisser un monde vivable. Marie Desplechin écrit ici une *« déclaration de confiance »*. Elle rappelle aux enfants ce qu'ils sont, ce qu'ils font, ce qu'ils pensent et tout ce à quoi ils ne doivent pas renoncer. Quitte à soupirer quand Marraine raconte son tour du monde en low cost ou à pourrir la vie de Mamie en refusant les couverts en plastique du pique-nique !… Parce qu'en plus ce petit livre est drôle !

« Le siècle vert »

de Régis Debray (Tracts Gallimard) 4,90 euros*

Un tract grand format de 56 pages pour entamer un *« changement de civilisation »*. Ce fascicule n'est ni vraiment un livre ni vraiment un essai, mais il nous fera diablement réfléchir. *« Un autre monde est en train de naître devant nos yeux. Un autre esprit, dans nos façons de penser, d'espérer et d'avoir peur. L'angoisse écologique qui donne sa couleur au siècle nouveau n'annonce rien moins, pour notre civilisation, qu'un changement englobant. Ce fut l'Histoire, ce sera la Nature. De quoi prendre le vert au sérieux. »* Régis Debray rédige ainsi la quatrième de couverture. *« Assez de discours, des actes ! »*… ça commence peut-être par la lecture de ce tract…

« Famille zéro déchet »

de Jérémie Pichon et Bénédicte Moret (Thierry Souccar éditions) 15 euros*

« Ze guide pour un mode de vie durable qui fait du bien »
Ce livre est un vrai succès, c'est une mine, pour déjà… 200.000 lecteurs ! *« Avec ce livre, les bonnes idées de quelques-uns deviennent la chance de tous »* préface Nicolas Hulot. Par exemple pour les courses, c'est tout bête 1) frais 2) vrac 3) à la coupe 4) dans un contenant recyclable = la meilleure façon de faire ses courses pour éliminer les déchets d'emballage. Ce que vous allez gagner ? L'amélioration de votre écobilan familial. Et en plus tout ça est illustré de façon très rigolote, sans compter la BD qui complète le guide…

« Ze journal de la famille presque zéro déchet » de Bénédicte Moret

(Le Lombard) 19,99 euros*

« La BD qui raconte l'aventure drôle et décomplexée de la famille Zéro déchet »
Mais comment on en est arrivé à faire de ce guide une véritable référence sur le sujet du zéro déchet ? À travers cette BD nous découvrons la première année d'expérience des auteurs. C'est truffé d'anecdotes humoristiques, d'échecs en tout genre et de petites victoires écologiques, où la bienveillance côtoie l'absurde ! Mais qui a pu penser qu'être écolo responsable pourrait engendrer la tristesse ? Lisez donc ce journal pour survivre un an sans déchet (mais avec quelques gros mots quand même !)

« La malchimie »

de Gisèle Bienne (Actes Sud) 22 euros*

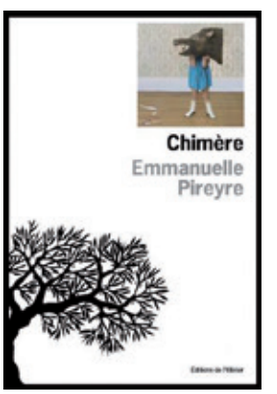
« Le récit de l'empoisonnement de son frère par une romancière à l'univers rare et complexe »
Ce récit, une œuvre littéraire tout autant, témoigne de l'amour d'une sœur pour son frère, ouvrier agricole mort de la nocivité des produits phytosanitaires qu'il a manipulés des décennies sans protection. En 19 courts chapitres l'autrice raconte son frère qui ensemence, laboure et traite les champs de son patron. On traite, c'est radical et ça rapporte. Les engrais, les produits phytosanitaires, la terre absorbe tout. Et tout s'impose soudain à notre entendement quand un témoignage poignant et vivant en montre la folie, les conséquences dramatiques, et comment il faut *« jouer à être gaie »* en dépit du deuil à faire…

« Au fil de l'eau »

de Julia Billet et Célia Housset (éditions du pourquoi pas ?) 12 euros*

« Un album jeunesse en forme de conte »

« Poche, pochon, piège à poisson ! » Voilà tout est dit. Dans la barque, le monde semble doux et tranquille pour l'enfant et son grand-père. Pourtant, dans l'eau, il se passe des choses très bizarres. Mais quand on garde les yeux grands ouverts, on peut *« sauver un habitant de notre monde, grand nageur de l'onde »*. Entre réalité brutale et poésie, un petit conte vient nous rappeler que chacun de nous peut agir, à son niveau, pour que la Terre tourne plus rond.



« Chimère » de Emmanuelle Pireyre

(L'Olivier) 18,50 euros*

« Une comédie irrésistible en forme de roman, ou l'inverse »
Dans le cadre d'un programme européen, Emmanuelle suit au fin fond du Morvan un panel de citoyens tirés au sort pour réfléchir sur le futur. La France s'est vue attribuer un sujet d'importance… Wendy (manouche idéaliste), Ingrid (candidate à Koh-Lanta), Antoine (entrepreneur trop sérieux), Zacharie (employé d'Amazon amateur de drogues) et quelques autres panélistes se penchent sur le Temps libre ! Manipulations génétiques et politiques s'entrecroisent. L'humour et le goût d'Emmanuelle Pireyre pour les questions fondamentales et sociales y répondent, et c'est très drôle !

« Mythopoïèse »

de Allessandro Pignocchi (Steinkis) 16 euros*

« Petit traité d'écologie sauvage en forme de roman graphique »
Si vous voulez envisager l'avenir avec optimisme et enthousiasme, voilà le genre de BD/roman graphique fait pour vous ! Il s'agit d'une histoire d'anticipation. Grâce à un groupe de mésanges punks (qui ont renversé les Etats), la pensée animiste s'installe sur la planète : les plantes et les animaux sont désormais considérés comme des personnes et les chefs n'ont plus aucun pouvoir. Le monde inversé qui se dessine est réjouissant. Du texte, des figures libres aquarellées, quelques dialogues… de quoi passer un bon moment !

Prix public éditeur : la loi ne permet pas de publier les prix

DANSE

Los Angeles Dance Project
de Benjamin Millepied - Mardi 10 mars à 20h

En 2001, Benjamin Millepied est nommé danseur étoile du New York City Ballet, et commence sa carrière de chorégraphe en 2002. En 2012, il fonde le L.A. Dance Project. De 2014 à 2016 il est nommé directeur de ballet à l'Opéra de Paris. Sa dernière création, I Fall, I Flow, I Melt est l'aboutissement de ses récentes explorations sur la profondeur et la complexité de la musique de Johann Sebastian Bach.
De 21 € à 42 €
L'Espace Malraux
Parc des Bretonnières
37305 Joué-lès-Tours

ENFANTS

20ème édition du Festival Circuit Biscuit
Du 14 au 28 mars

Spectacles, ateliers, expositions... pour la petite enfance, au fil des quartiers de Joué-lès-Tours (Espace Malraux, Le Temps Machine, la Maison de la petite enfance…) mais aussi à l'Espace Jacques Villeret de Tours, à la Pléiade de La Riche et à La Parenthèse de Ballan-Miré.
Programmation complète sur : https://espacemalraux.jouelestours.fr/saison-culturelle/spectacles-jeune-public/20e-edition-du-festival-circuit-biscuit-du-14-au-28-mars-2020

CINÉMA

Festival de cinéma italien Viva il Cinema !
Du 4 mars au 8 mars

Créé en 2014 à Tours, ce festival se consacre à la découverte des nouveaux talents du cinéma italien en soulignant la diversité culturelle, sociale et géographique de l'Italie. Entre compétition, hommages, avant-premières, films inédits, rencontres, il offre un large panorama du cinéma italien. Cette année, Gianni Amelio viendra présenter quelques-uns de ses films comme Lamerica et L'Intrepido. La soirée de palmarès aura lieu le 7 mars à 20h, salle Thélème. Elle sera suivie de la projection de Nevia, un film de Nunzia De Stefano.
Plein tarif 7 € - Pass 5 entrées 25 €
Université de Tours - Cinémas Studio - CGR Centre
37000 Tours - www.viva-il-cinema.com

EXPOSITION

Le design de l'expérimentation à la participation
Vendredi 27 mars

Cette exposition présente des démarches locales et internationales, associant les usagers à toutes les étapes des projets de design, sur des sujets et des questions de bien commun.
Gratuit
Galerie d'expositions
36 Avenue de la République
37700 Saint-Pierre-des-Corps

CONCERT

Bertrand Belin et Hélène Labarrière
Mercredi 18 mars 2020 à 20h

Ferre Grignard, chanteur de blues belge des années 60, a prétendu au début de sa carrière s'être exilé quelques temps aux États-Unis, avant de le démentir des années plus tard. Qu'en a-t-il été réellement ? À l'occasion du 22ème Printemps des Poètes, Bertrand Belin, auteur, compositeur, interprète, se joint à la contrebassiste Hélène Labarrière. Le texte et la musique proposent de nous embarquer dans cette mystérieuse enquête, visitant les bas-fonds fantasmés de l'Amérique. Plein tarif 16 €
Le Petit Faucheux, 2 Rue Léonard de Vinci 37000 Tours

LITTÉRATURE

Salon Le patrimoine par le Livre
Dimanche 15 mars de 10h30 à 18h

3ème édition sur le thème de la gastronomie. Avec la participation de Jacques Prieur, auteur de livres sur la gastronomie tourangelle, et Jacques Puisais, fondateur de l'Institut du Goût de Tours et auteur d'ouvrages sur l'œnologie.
Gratuit
Salle multi-activités
rue du Bois des Plantes
37260 Artannes-sur-Indre

SPORT

Trail des vignes
Dimanche 15 mars

Après un franc succès pour sa dernière, le Trail des Vignes est de retour ! Si vous aimez les coteaux, les vignes, les plateaux, les sous-bois, les sentiers… et surtout vous faire plaisir, alors pas d'hésitation il y en aura pour tout le monde (les grands et les petits) grâce à 4 courses « nature ». Tous les participants bénéficieront d'un ravitaillement gourmand à l'arrivée, et d'un cadeau souvenir de l'événement. Vestiaires, douches, sanitaires, parkings, buvette et restauration à disposition. Animation organisée par l'association des parents d'élèves des écoles de Vernou-sur-Brenne, l'APEERL.

Tarif : 13 €
Tél. 06 86 95 11 00
www.apeerl.fr/trail-des-vignes-vernou-sur-brenne
City Stade - 37210 - Vernou-sur-Brenne

SPECTACLE

Irish Celtic
Vendredi 3 avril

Dans ce 3e et dernier opus de la saga Irish Celtic, on retrouve les emblématiques Paddy Flynn et Diarmuid. Père et fils tiennent le pub familial qui résonne des musiques traditionnelles, des rires et des discussions des clients…
Pour casser cette routine et transmettre à Diarmuid ce qu'il doit savoir de son identité culturelle, de son histoire familiale, Paddy l'invite à entreprendre un voyage initiatique où se mêlent valeurs, légendes et traditions. Diarmuid pourra ainsi prendre toute la mesure de l'amour filial, mieux comprendre ses racines, s'ancrer encore davantage dans sa terre natale et ancestrale.
À l'instar des USA qui possèdent leur mythique Route 66, synonyme d'évasion, de liberté et de découverte, l'Irlande a, elle aussi, la sienne. Et cette balade irlandaise porte le nom de Chemin des Légendes !

Parc expo de Tours
Avenue Camille Chautemps, 37000 Tours
Billetterie en ligne

JOUÉ-LÈS-TOURS (37)

ESPACE MALRAUX
SAISON 2019/2020

CHRIS POTTER TRIO FEAT BILL FRISELL

Deux des plus grandes figures du jazz contemporain réunies sur scène.

> de 17 à 34€

VENDREDI 20 MARS

SACRÉ PAN !

La nouvelle comédie de l'équipe des Faux British, en avant première des dates parisiennes.

> de 34 à 45€

JEUDI 26 MARS

NOUVELLE MINI ELECTRIC.
PASSIONNÉMENT SURVOLTÉE.

Une silhouette iconique, un tempérament survolté, un plaisir de conduire à couper le souffle... La nouvelle MINI Electric, enrichie des équipements les plus complets, vous ouvre la voie d'un futur passionnant. Êtes-vous prêt à redécouvrir la ville ?

À PARTIR DE 360€/MOIS.(1) MODÈLE TOUT ÉQUIPÉ. SANS AUCUN APPORT.(2) ENTRETIEN INCLUS.(3)

MINI STORE TOURS
3 RUE BENJAMIN FRANKLIN
37170 CHAMBRAY-LES-TOURS
02 47 27 21 21

(1) Exemple pour une MINI COOPER SE HATCH 3 PORTES Finition Greenwich. Loyer arrondi à l'euro supérieur. Location Longue Durée sur 36 mois et pour 30000 km intégrant l'entretien(3) et l'extension de garantie. 36 loyers linéaires : 359,99 €/mois. Offre réservée aux particuliers, valable pour toute commande d'une MINI COOPER SE HATCH 3 PORTES Finition Greenwich jusqu'au 31/03/2020 dans les MINI STORES participants. Sous réserve d'acceptation par MINI Financial Services - Département de BMW Finance - SNC au capital de 87 000 000 € RCS Versailles B 343 606 448 TVA FR 65 343 606 448. Courtier en Assurances immatriculé à l'ORIAS n°07 008 883 (www.orias.fr). Consommations électrique en cycle mixte : 15,2 à 15,9 kWh, émissions de CO2 : 0 g, autonomie électrique : de 225 à 234 km selon le nouveau cycle européen d'homologation WLTP. (2) Après déduction du bonus écologique d'un montant de 6 000 €, applicable pour les particuliers et dans la limite d'un prix inférieur à 45 000 € TTC, et sous réserve de maintien des conditions décrites dans le décret du 30/12/2019. (3) Hors pièces d'usure.